



Assemblée générale

Distr. générale
11 décembre 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session
Point 154 de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	6
II. Exécution du mandat	6
A. Vue d'ensemble	6
B. Utilisation des crédits	7
C. Partenariats et coordination avec les équipes de pays	24
D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	24
III. Exécution du budget	45
A. Ressources financières	45
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	46
C. Évolution des dépenses mensuelles	46
D. Autres produits et ajustements	47
E. Contributions non budgétisées	47
IV. Analyse des écarts	47
V. Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique	50
VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	53



VII. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/282 ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale	53
A. Assemblée générale	53
B. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.	54

Résumé

La corrélation entre les dépenses de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 et les objectifs de celle-ci est mise en évidence dans les tableaux axés sur les résultats, qui présentent une analyse pour la composante Appui.

Pendant l'exercice, le Service de la chaîne d'approvisionnement de la Base de soutien logistique a facilité divers projets d'assistance technique en matière de génie et d'environnement menés dans les opérations de maintien de la paix et a concouru à la planification de la demande, à la recherche de fournisseurs et aux acquisitions. Il a également fourni un appui lors des phases de démarrage, de réduction des effectifs et de liquidation des opérations.

En ce qui concerne la gestion de l'informatique et des communications, le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications de la Base de soutien logistique a continué de fournir des services de connectivité, d'hébergement et de suivi au niveau mondial, et n'a cessé d'améliorer ses infrastructures et d'offrir aux missions des services de suivi des événements. Il a par ailleurs géré des plateformes mondiales de données géospatiales et fourni des services de cartographie.

Les unités hébergées du Département des opérations de paix ont continué de s'acquitter de leurs mandats. La Force de police permanente a participé à des évaluations, contribué au renforcement des capacités des missions, fourni un appui lors des phases de réduction des effectifs et aidé les pays fournisseurs de personnel de police à se préparer au déploiement. Le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires a, entre autres, apporté son soutien aux plus grandes opérations de maintien de la paix, y compris en mettant en place une cour pénale spéciale en République centrafricaine et en planifiant et concrétisant la transition de l'état de droit.

Le Centre stratégique des opérations aériennes, unité hébergée de la Division de la logistique du Département de l'appui opérationnel, a assuré l'exploitation des deux appareils affectés au déploiement et à la relève des contingents, en plus du suivi et du contrôle de tous les vols stratégiques. Il a également administré les contrats d'affrètement des appareils de réserve. Le Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions, unité hébergée du Département de l'appui opérationnel, a facilité les travaux des organes centraux de contrôle dans les missions.

La Base de soutien logistique a grandement contribué à étayer la stratégie de continuité des opérations du Secrétariat. Les infrastructures informatiques et les infrastructures de communication regroupées à Brindisi et à Valence ont été déterminantes en ce qui concerne la continuité des opérations et la fourniture de services informatiques et de services de communication centralisés au Secrétariat. La Base de soutien logistique et les stocks pour déploiement stratégique ont également joué un rôle décisif en ce qu'ils ont facilité l'acquisition de matériel médical de soins intensifs, de kits de tests sérologiques de dépistage de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) et d'équipements de protection individuelle.

Les dépenses de fonctionnement de la Base de soutien logistique pour l'exercice considéré se sont élevées à 63,3 millions de dollars, soit un taux d'exécution du budget de 99,8 % (contre 82,1 millions de dollars pour l'exercice 2018/19, soit un taux de 99,6 %).

Le solde inutilisé de 0,1 million de dollars correspond à la différence nette entre le solde inutilisé au titre des dépenses opérationnelles (1,2 million de dollars) et le

montant du dépassement de crédits au titre du personnel civil (1,1 million de dollars). L'existence d'un solde inutilisé au titre des dépenses opérationnelles tient essentiellement aux retards pris, du fait de la COVID-19, dans l'acquisition de matériel informatique, de matériel de communications et d'autres fournitures ainsi qu'à l'annulation de formations et de voyages et à la décision de ne pas recourir aux services de consultants prévus. Le dépassement de crédits au titre du personnel civil s'explique principalement par le fait que les dépenses communes de personnel ont été supérieures aux prévisions pour le personnel recruté sur le plan international et sur le plan national et que l'échelon réel moyen de la classe retenue pour les agents recrutés sur le plan national a été plus élevé que prévu.

Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Personnel civil	40 104,6	41 198,4	(1 093,8)	(2,7)
Dépenses opérationnelles	23 276,8	22 068,1	1 208,7	5,2
Montant brut	63 381,4	63 266,5	114,9	0,2
Recettes provenant des contributions du personnel	6 236,8	6 369,6	(132,8)	(2,1)
Montant net	57 144,6	56 896,9	247,7	0,4
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	63 381,4	63 266,5	114,9	0,2

Exécution du budget : ressources humaines

Catégorie	Effectif approuvé ^a	Effectif réel (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Personnel recruté sur le plan international	138	115	16,7
Agents des services généraux recrutés sur le plan national	306	289	5,6
Emplois de temporaire soumis à recrutement international ^c	2	1	50,0

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.

^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Le présent rapport rend également compte de l'état d'avancement de la constitution des stocks pour déploiement stratégique pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, comme l'a demandé l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution [56/292](#).

Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020.)

<i>Catégorie</i>	<i>Livrés</i>	<i>Dépenses</i>
Stocks pour déploiement stratégique	36 526,3	27 489,3

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section VI du présent rapport.

I. Introduction

1. Présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 27 février 2019 (A/73/774), le projet de budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 (exercice 2019/20) s'élevait à un montant brut de 65 237 200 dollars (montant net : 58 986 00 dollars). Il couvrait le déploiement de 139 agents recrutés sur le plan international, de 305 agents recrutés sur le plan national et de 3 agents recrutés sur le plan international et occupant des emplois de temporaire.

2. Dans son rapport du 27 avril 2019, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 64 081 400 dollars (montant net : 57 844 600 dollars) aux fins du fonctionnement de la Base pour l'exercice 2019/20 (A/73/755/Add.9, par. 42).

3. Par sa résolution 73/310 et sa décision 73/555, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 63 381 400 dollars (montant net : 57 144 600 dollars) aux fins du fonctionnement de la Base de soutien logistique pour l'exercice 2019/20. Dans cette même résolution, elle a décidé qu'un montant de 61 260 600 dollars serait réparti au prorata entre les budgets des opérations de maintien de la paix en cours pour l'exercice 2019/20.

4. Dans sa résolution 56/292, l'Assemblée générale avait souscrit au concept de stocks pour déploiement stratégique, tel que présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 14 mars 2002 (A/56/870), et à son application aux fins du déploiement d'une mission complexe, et avait approuvé un montant de 141 546 000 dollars à cet effet. Ces stocks permettent de déployer rapidement les ressources dont les missions ont besoin et de réduire les délais d'achat du matériel indispensable au démarrage ou à l'élargissement de celles-ci. Ils constituent une réserve de matériel renouvelable gérée de façon dynamique et constamment évaluée de manière à répondre aux besoins changeants des opérations. Dans sa résolution 59/299, l'Assemblée a approuvé l'intégration des coûts de reconstitution des stocks pour déploiement stratégique dans le montant des dépenses autorisées conformément au paragraphe 1 de la section IV de sa résolution 49/233 A. Dans sa résolution 64/269, elle a décidé que, si une décision du Conseil de sécurité concernant la phase de démarrage ou l'élargissement d'une opération de maintien de la paix l'obligeait à engager des dépenses, le Secrétaire général était autorisé, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à utiliser les stocks pour déploiement stratégique disponibles jusqu'à concurrence d'une valeur de 50 millions de dollars, les stocks devant être reconstitués lorsque le crédit initial aurait été ouvert.

II. Exécution du mandat

A. Vue d'ensemble

5. La Base de soutien logistique des Nations Unies est installée à Brindisi depuis la fin de 1994. Le 23 novembre 1994, le Secrétaire général et le Gouvernement italien ont signé un mémorandum d'accord régissant l'utilisation des biens et des installations de Brindisi par l'Organisation. Ce mémorandum a par la suite fait l'objet de modifications, la plus récente datant de 2011. Un mémorandum d'accord régissant l'utilisation des installations de Valence (Espagne) par l'Organisation a été signé par le Secrétaire général et le Gouvernement espagnol le 28 janvier 2009.

6. L'objectif de la Base de soutien logistique est de contribuer à la bonne gestion des missions, à toutes les étapes de leur cycle de vie, en leur apportant un appui efficace et rationnel. Pendant l'exercice, la Base a continué de fournir des services centralisés dans des domaines comme les technologies géospatiales, l'informatique et les télécommunications, la logistique et la gestion opérationnelle de la chaîne d'approvisionnement et d'apporter son concours aux missions tout au long de leur mandat, de la planification de leur démarrage jusqu'à leur liquidation. Entité unique fonctionnant à partir de deux sites, elle comprend le Centre de services mondial de Brindisi et le Centre Informatique et communications des Nations Unies à Valence. Elle a également hébergé quatre unités auxquelles elle a apporté un appui administratif : la Force de police permanente et le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires, qui relèvent du Département des opérations de paix du Secrétariat, et le Centre stratégique des opérations aériennes et le Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions, qui relèvent du Département de l'appui opérationnel du Secrétariat.

7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2019/20, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

8. Durant l'exercice considéré, la Base de soutien logistique a continué de fournir des services centralisés dans des domaines comme les technologies géospatiales, l'informatique et les télécommunications et la logistique, ainsi que des services d'appui centralisés, et d'assurer les fonctions liées à la sûreté de l'aviation régionale et à l'examen des listes de réserve des missions. Elle a hébergé deux unités du Département des opérations de paix, à savoir la Force de police permanente et le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires, et deux unités du Département de l'appui opérationnel, à savoir le Centre stratégique des opérations aériennes et le Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions. Les principales activités qu'elle a menées sont exposées ci-après.

Pandémie de maladie à coronavirus

9. Pour ce qui est de l'exécution du budget de la Base de soutien logistique, la pandémie de COVID-19 a surtout eu une incidence sur les voyages officiels, les consultants et la formation, et les acquisitions de matériel et de fournitures ont été inférieures aux prévisions en raison d'un accès restreint à la Base. Les membres du personnel et les participants ne pouvant ni se rendre à la Base, ni en repartir, les activités qui devaient se tenir en présentiel n'ont pas pu avoir lieu. Lorsque c'était possible, elles ont été menées en ligne. Le solde inutilisé des crédits ouverts dans ces catégories a été réaffecté pour renforcer les capacités dans le domaine de l'informatique et des communications et pour acheter davantage d'équipements de protection individuelle, de désinfectant et d'articles de nettoyage afin de mieux prévenir la propagation de la COVID-19. Plusieurs domaines d'activité de la Base de soutien logistique ont été touchés par la pandémie de COVID-19, comme indiqué ci-après.

10. En tant que fournisseur de services technologiques, la Base de soutien logistique a été concernée au premier plan, puisqu'elle a grandement contribué à étayer la stratégie de continuité des opérations du Secrétariat. La plupart des membres du

personnel et des organes, y compris les organes directeurs tels que le Conseil de sécurité, la Cinquième Commission de l'Assemblée générale et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, ont en effet travaillé virtuellement et utilisé pour ce faire les services de télécommunications et d'hébergement fournis par la Base. Par rapport à la première semaine de mars 2020 (avant les périodes de confinement), les besoins globaux en matière d'appui informatique ont augmenté de 29 % pour les services d'appui de niveau 2 concernant Umoja et de 16 % pour les services du Centre de contrôle du réseau et les services d'assistance. Dans certains domaines tels que la visioconférence, les besoins en matière d'aide à la connexion sur des plateformes vidéo ou audio ont augmenté de 62,6 % et de 133,2 %, respectivement, par rapport aux niveaux d'activité constatés avant les périodes de confinement.

11. La pandémie a accru la dépendance vis-à-vis des infrastructures informatiques et des infrastructures de communication regroupées à Brindisi et à Valence. La contribution des deux centres a été déterminante en ce qui concerne la continuité des opérations et la fourniture de services informatiques et de services de communication centralisés au Secrétariat dans des circonstances difficiles.

12. Le Service de la chaîne d'approvisionnement a appuyé la riposte globale des Nations Unies face à la COVID-19 et, s'il n'a pas subi d'incidences financières directes, il a néanmoins vu sa charge de travail augmenter considérablement. S'appuyant sur les stocks pour déploiement stratégique, le Centre de services mondial a grandement facilité l'acquisition de matériel médical de soins intensifs, de kits de tests sérologiques de dépistage de la COVID-19 et d'équipements de protection individuelle pour le personnel médical et d'autres travailleurs essentiels. Le Service a centralisé les demandes à l'échelle mondiale et géré en parallèle la réception du matériel par l'intermédiaire de ses équipes chargées de la gestion centralisée des stocks. En partenariat avec le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement du Département de l'appui opérationnel, il a assuré la planification, l'approvisionnement et la logistique en vue de l'acquisition, de la réception et de l'expédition de matériel médical essentiel. Ces tâches sont venues s'ajouter aux activités ordinaires du Service et notamment au traitement des demandes courantes portant sur le matériel dont les missions ont besoin à l'appui de leur mandat, sachant que la pandémie perturbe les chaînes d'approvisionnement habituelles et la capacité des fournisseurs à respecter les échéances contractuelles.

13. Les restrictions de déplacement liées à la COVID-19 ont eu un impact direct sur les fonctions environnementales et techniques. Pour ce qui est de l'assistance technique sur le terrain, sur les 365 jours d'activités ciblées qui étaient prévus pour l'exercice, 67 jours ont dû être reportés (60 jours consacrés à la gestion des eaux usées à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), qui devraient permettre d'évaluer les installations de traitement des eaux usées à Goma (Congo), de planifier une amélioration des infrastructures existantes et d'élaborer pour la Mission un plan détaillé d'atténuation des risques liés aux eaux usées, et 7 jours consacrés à la gestion de l'énergie à la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA), qui devraient permettre de contribuer sur le plan technique à la conception du plan de gestion de l'infrastructure énergétique de la mission). Un déploiement à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et une session de formation centralisée sur les eaux souterraines qui aurait dû se tenir à Brindisi en mars 2020 ont également été reportés.

14. Le Groupe de l'appui technique à la gestion de l'environnement a intensifié les interactions formelles avec les missions dans le cadre du projet Assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques, un partenariat conclu

entre le Département de l'appui opérationnel et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Certaines de ces interactions ont abouti aux résultats suivants : fourniture de conseils techniques sur le traitement des déchets et eaux usées liés à la COVID-19 ; production, sur place, de chlore à des fins de désinfection ; examen des mesures de planification d'urgence, spécifiques à chaque mission, qui ont été prises pour gérer les eaux usées des camps de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et pour économiser le carburant utilisé pour produire de l'électricité au Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (BANUS). Le Groupe a apporté un soutien accru aux missions en matière de planification dans les domaines de l'énergie, de l'eau et des eaux usées et des déchets solides et a continué de consolider les directives d'urgence à suivre pour lutter contre la COVID-19.

15. Toutes les activités liées aux conférences et à l'apprentissage prévues de mars à juin 2020 ont été reportées : en effet, les restrictions de déplacement ont empêché les participants de se rendre sur place et ainsi obligé les organisateurs à suspendre les activités. De ce fait, l'acquisition de compétences, techniques ou non, a été interrompue pour certains membres du personnel. Le personnel chargé de la gestion des conférences et des manifestations a été temporairement affecté aux équipes chargées de la communication et de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, dont la charge de travail avait augmenté.

16. Toutes les activités relatives à la sécurité et à la santé au travail prévues de mars à juin 2020, tant à la Base de soutien logistique que dans des lieux d'affectation du Secrétariat, ont également été reportées. Les restrictions de déplacement ont empêché les participants de se rendre à la Base pour assister aux cours organisés comme chaque année sur ce thème et ont également empêché les formateurs de se rendre dans les missions et les lieux d'affectation pour y fournir l'appui opérationnel prévu. À long terme, ces reports pourraient contribuer à une détérioration de la culture de sécurité et de santé au travail et par là même accroître les risques de blessures ou de décès.

17. Le personnel chargé de la sécurité et de la santé au travail à la Base de soutien logistique a dû faire face à une augmentation importante de sa charge de travail : en effet, la Cellule chargée de la sécurité et de la santé au travail a dû assurer la gestion interne de la crise, et le nombre de demandes de coopération et de soutien provenant de la Division de la gestion des soins et de la sécurité et de la santé au travail du Département de l'appui opérationnel du Siège a augmenté. Pour faire face à cette situation, la Base a dû renforcer en urgence ses effectifs en recrutant un vacataire à la Cellule chargée de la sécurité et de la santé au travail.

18. Les restrictions de déplacement ont entravé la capacité du personnel de la Force de police permanente d'aider les missions sur place, de réaliser des évaluations stratégiques et opérationnelles et de participer à des programmes et ateliers de formation. Lorsque c'était possible, la Force a fourni une assistance à distance. Toutefois, les membres du personnel qui avaient déjà été déployés à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), à la MONUSCO et à l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) avant l'entrée en vigueur des restrictions ont continué d'apporter un appui sur place à ces missions.

19. La Force de police permanente avait également prévu de procéder à des évaluations des opérations de la MINUSCA, de la MONUSCO, de la MINUAD et de la FISNUA au quatrième trimestre de l'exercice 2019/20. Ces missions d'évaluation ont été suspendues en raison des restrictions de déplacement. La Force a opté pour des activités qui pouvaient être menées virtuellement, comme la mise en pratique du cadre d'orientation stratégique et le renforcement de la gestion des connaissances.

20. Jusqu'à ce que la pandémie restreigne les déplacements, le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires s'était pleinement acquitté de son mandat principal et de ses fonctions essentielles sur le terrain auprès des clients qui en avaient fait la demande. À partir de mars, il a principalement fourni une assistance à distance sous la forme de travaux préparatoires élargis. Au cours de la période allant de mars au 30 juin 2020, le Corps permanent avait prévu de procéder à des déploiements à la MINUSCA, à la MINUSMA, à la MONUSCO et à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) et de fournir un appui à la présence de suivi de la MINUAD dans sa phase de démarrage. Ces déploiements ont été temporairement suspendus en raison des restrictions de déplacement et ont été reportés au prochain exercice.

21. Le Centre stratégique des opérations aériennes a apporté son concours aux évacuations sanitaires d'urgence et aux vols de fret liés à la riposte des Nations Unies face à la crise de la COVID-19. Il est maintenant opérationnel 24 heures sur 24 et appuie le centre de coordination interinstitutions des Nations Unies pour les évacuations sanitaires liées à la COVID-19, qui réunit l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Comité international de la Croix-Rouge, Médecins sans frontières et le Programme alimentaire mondial. Depuis la création de ce centre, en mai 2020, le Centre stratégique des opérations aériennes s'appuie entièrement sur les effectifs existants pour fournir un soutien essentiel.

Service de la chaîne d'approvisionnement

Appui aux missions

22. Au cours de l'exercice, la Base de soutien logistique a appuyé les activités de réduction des effectifs, les activités préalables à la liquidation et les activités de liquidation de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH) et les activités de restructuration et de réduction des effectifs du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), ainsi que le démarrage de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH) au Yémen. De plus, elle a fourni des conseils sur la cession des actifs et appuyé le rapprochement des stocks à la MINUAD, à la MINUJUSTH et à la MINUAAH.

23. Des équipes d'appui aux missions ont été déployées dans 11 sites différents.

Groupe de l'appui à la planification

24. Le Service de la chaîne d'approvisionnement a continué d'aider les opérations de maintien de la paix dans les domaines de la planification et de l'analyse, et son appui a notamment porté sur la préparation du plan de gestion de la demande et d'acquisition et sur l'utilisation de l'outil de planification. Il a procédé à une révision de la qualité des données et au nettoyage des plans de gestion globale de la demande des missions. Il a également apporté une assistance directe à la préparation des plans de gestion de la demande et consolidé et soumis à la Division de la logistique du Département de l'appui opérationnel les plans de gestion globale de la demande des missions de maintien de la paix et des missions politiques spéciales.

25. Le Service de la chaîne d'approvisionnement a également facilité les réunions de planification intégrée des activités tenues avec les missions et avec le Siège en préparant des analyses liées à la mise en œuvre des plans de gestion de la demande et d'acquisition des missions.

Appui en matière de recherche de fournisseurs et d'approvisionnement

26. Le Service de la chaîne d'approvisionnement a également procédé à des évaluations techniques de dossiers d'appel à la concurrence pour des missions et pour des entités du Secrétariat, notamment l'Office des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Nairobi et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Il a mené à bien 120 évaluations techniques portant sur 99 projets de génie complexes (d'une valeur de 395,5 millions de dollars), 19 dossiers liés au transport de surface (2,5 millions de dollars) et 2 dossiers liés aux fournitures générales (1,0 million de dollars).

27. Un appui technique et opérationnel a été fourni à 15 entités dans les domaines de la planification et de la conception de projets de génie. De plus, le Service a établi des dossiers d'appel d'offres pour les achats des missions, notamment tous les dessins et documents techniques pour les différents projets de la MINUSS, de la MONUSCO, de la FISNUA, de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP), de la MINUSMA et du Siège et de la Base de soutien logistique (en vue d'un contrat-cadre global pour l'approvisionnement en compteurs intelligents et en lampes à diodes électroluminescentes (LED) destinés au programme de surveillance à distance des infrastructures).

Appui au génie et à la gestion de l'environnement

28. La note globale de la Base de soutien logistique des Nations Unies en matière de gestion de l'environnement est de 87 %. D'importantes améliorations ont été constatées, notamment l'augmentation de la part des sources d'énergie renouvelables, qui est passée de 53 % à 100 %, et une réduction de 10 % de la consommation énergétique par personne. Pendant l'exercice, la Base a reçu deux certifications « Certified Energy Efficient Data Center Enterprise Awards » (médaille d'or pour Valence et médaille d'argent pour Brindisi) et son système de gestion de l'environnement a obtenu une nouvelle certification ISO 14001 (norme définie par l'Organisation internationale de normalisation).

29. Pour soutenir l'application de la stratégie environnementale pour les opérations de paix dans les trois domaines techniques (énergie, eau et eaux usées et déchets solides), le Service a fourni une assistance technique sur le terrain à cinq missions (MONUSCO, UNFICYP, MINUJUSTH, FISNUA et MINUAD) et au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi. De plus, dans le cadre du projet Assistance technique rapide pour les questions environnementales et climatiques mené conjointement par le Département de l'appui opérationnel et le PNUE, la Base de soutien logistique a soutenu l'élaboration de 14 plans de gestion des déchets spécifiques à chaque mission.

30. Par ailleurs, la Base de soutien logistique des Nations Unies a entrepris de remettre en état les véhicules récupérés lors de la liquidation de la mission en Haïti, mis en œuvre et actualisé l'outil de communication d'informations sur l'exécution des contrats pour les missions et mis au point et déployé le système de retour d'information instantané, qui permet de suivre en temps réel la réception des biens et services faisant l'objet de contrats et devrait être déployé dans toutes les missions pendant l'exercice 2020/21.

Stocks pour déploiement stratégique

31. L'examen annuel de la composition des stocks pour déploiement stratégique pour l'exercice 2019/20 a été mené à bien, et seuls des changements mineurs ont été constatés par rapport à l'exercice 2018/19. Les stocks pour déploiement stratégique ont joué un rôle fondamental en ce qu'ils ont facilité l'acquisition centralisée de

matériel médical de soins intensifs, de kits de tests sérologiques de dépistage de la COVID-19 et d'équipements de protection individuelle pour le personnel médical et d'autres travailleurs essentiels, en application du modèle de prise en charge de l'OMS. Par l'intermédiaire du Groupe des stocks pour déploiement stratégique, le Service de gestion de la chaîne d'approvisionnement est devenu, pour différentes entités, une source de matériel médical destiné à la lutte contre la COVID-19 et a contribué à satisfaire la demande mondiale en centralisant les achats, la réception et la distribution. Il a servi de point d'appui au Département de l'appui opérationnel et a équilibré la demande et l'offre pour répondre aux besoins des entités. Pendant l'exercice, en partenariat avec le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement du Siège, le Service s'est chargé de la planification, de l'acquisition, de la réception et de l'expédition de plus de 7 millions de dollars de matériel médical essentiel.

Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications

32. Conformément à la stratégie Informatique et communications de l'Organisation et aux objectifs stratégiques du Bureau de l'informatique et des communications, le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications a conforté son rôle de centre résilient d'appui et de fourniture de services et de solutions technologiques aux missions et à d'autres entités du Secrétariat et du système des Nations Unies.

33. Le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications a continué de fournir des services résilients dans ses domaines d'activité et a notamment apporté un appui centralisé en matière d'hébergement, de connectivité et de suivi pour ce qui est des systèmes essentiels tels que Umoja, les plateformes de visioconférence, le système iNeed et le courrier électronique. Pour assurer la redondance et atténuer les risques, le Service reste présent dans deux sites mais continue de fournir des services unifiés. Le centre de Valence est chargé des technologies de l'information et des communications et sert uniquement à ces fins. Avec le centre de technologie de Brindisi, il garantit la souplesse et la redondance nécessaires pour assurer l'intégrité des systèmes de télécommunication, des systèmes de données et des logiciels intégrés en cas d'interruption ou de défaillance catastrophique sur un seul site, et fait partie intégrante du dispositif mondial centralisé de prestation de services dont est dotée l'Organisation en matière de technologies géospatiales, d'informatique et de télécommunications.

34. Pendant l'exercice, conformément aux facteurs stratégiques principaux qui sont énoncés au paragraphe 43 du projet de budget de la Base de soutien logistique pour l'exercice 2019/20 (A/73/774), le Service a atteint les objectifs fixés en s'appuyant sur ses quatre sous-divisions et en articulant ses travaux autour de deux grandes orientations thématiques, à savoir la gestion des produits, des services et de la sécurité de l'information et l'exploitation des infrastructures et la fourniture de solutions :

a) La Section du développement, de la conception et de la planification des solutions techniques a fourni des services d'aide à la gestion des projets : elle a notamment supervisé 110 projets enregistrés dans le serveur réservé aux projets technologiques et fourni des services à 43 projets (projets menés à l'échelle de missions, projets menés à l'échelle de l'Organisation et projets intersectoriels) ; supervisé le passage à une nouvelle messagerie électronique dans les entités ne relevant pas du Département de l'appui opérationnel et appuyé le projet de renouvellement de l'infrastructure d'Umoja à la Base de soutien logistique ; organisé sept ateliers sur la gestion de projets et l'innovation technologique à l'intention des missions ;

b) La Section de la gestion des services et de la sécurité informatique a élaboré le cadre de gestion stratégique des risques du Service ; mis en œuvre une surveillance de l'utilisation de l'informatique en nuage et supervisé la gestion des services en nuage pour le Secrétariat ; obtenu de nouvelles certifications ISO 20000 (gestion des services) et ISO 27001 (sécurité de l'information) ;

c) La Section des activités relatives aux infrastructures a mis en œuvre une technologie de réseau privé virtuel qui permet de mettre à jour les dispositifs informatiques des clients même lorsqu'ils ne sont pas connectés au réseau ; mené à bien deux nouveaux projets technologiques (réalité augmentée et étude de faisabilité pour l'impression 3D) ; introduit de nouvelles méthodes de gestion et d'optimisation de la performance pour résoudre des problèmes très complexes de performance des services informatiques à la MINUSS, à la MINUSMA et à l'UNFICYP ; optimisé le trafic réseau ; achevé le projet de modernisation technologique d'Umoja ; mis en œuvre la première phase du projet Unite Workspace, qui vise la création d'une plateforme logicielle de communication et de collaboration dont les principaux éléments sont une structure de gouvernance permanente, une convention de dénomination, des politiques d'archivage et un modèle d'appui aux services ;

d) La Section des solutions clients a soutenu des projets de prospection des eaux souterraines à la MINUSMA et à la MINUSS, tenu à jour et développé la solution Unite Aware Maps et les données, cartes, produits et services géospatiaux connexes ; organisé des ateliers sur la normalisation des données, la normalisation de la visualisation et l'analyse des images et des données géospatiales ; tenu à jour des bases de données mondiales et des plateformes, solutions et services mondiaux de données géospatiales ; utilisé, au profit de la MONUSCO et du BANUS, l'application Maps on Demand, qu'elle tient à la disposition d'autres missions qui en feraient la demande ; lancé l'initiative mondiale Unite Maps, dont l'objectif est d'enrichir les données topographiques et opérationnelles relatives aux régions où opèrent les missions en s'appuyant sur une démarche de production participative.

Service de l'appui centralisé

35. Pendant l'exercice, le Service de l'appui centralisé a continué d'apporter un appui administratif aux deux autres services et aux unités hébergées et de fournir des services de conférence et de formation, d'organiser des activités en lien avec la santé au travail et d'assurer des services de sécurité pour les activités opérationnelles menées à Brindisi et à Valence.

36. Le Centre de conférence et de perfectionnement a coordonné les activités d'apprentissage, notamment un atelier de l'École des cadres du système des Nations Unies sur les compétences en matière d'encadrement, des cours de langues et des cours en ligne sur les compétences non techniques pour tous les membres du personnel ; appuyé le remaniement et la rénovation du site Web de la Base de soutien logistique et l'amélioration de la page iSeek de celle-ci ; administré le Test d'aptitude standardisé pour les services généraux et les examens d'aptitudes linguistiques.

Cellule chargée de la sécurité et de la santé au travail

37. La Cellule chargée de la sécurité et de la santé au travail a assuré 1 527 consultations infirmières et organisé une campagne de communication sanitaire pour répondre à la pandémie de COVID-19, et organisé des activités en lien avec la santé au travail et des séances d'information sur l'estimation des risques en matière de sécurité au travail. De plus, elle a contrôlé le respect des règles et réglementations en matière de sécurité et de santé au travail ; établi un inventaire des risques liés aux conditions de travail dangereuses ; procédé à des estimations des risques de sécurité ; organisé une journée de formation sur la sécurité et la santé au travail ; mis en place

un système permettant de procéder à des estimations des risques dans le Service de la chaîne d'approvisionnement et dans les bâtiments de la Base de soutien logistique.

Services de sécurité

38. Le Service de l'appui centralisé a continué de fournir des services de sécurité aux fonctionnaires et aux personnes à leur charge et a contribué à créer un climat de sûreté et de sécurité favorable à la réalisation des programmes et activités à Brindisi et à Valence, notamment en assurant la sécurité de trois manifestations de haut niveau ; en menant deux enquêtes sur la sûreté et la sécurité des installations à Brindisi et à Valence ; en fournissant un appui en matière de sécurité et de santé au travail pendant la pandémie de COVID-19 ; en organisant 139 réunions d'information sur la sécurité à l'intention du personnel des Nations Unies ; en mettant en service le système d'alerte en cas d'urgence ; en organisant quatre exercices de sécurité en lien avec le système d'alerte en cas d'urgence.

Cellule de la gestion du matériel

39. Pendant l'exercice, la Cellule de la gestion du matériel a fourni des services de conformité et d'assurance qualité pour les biens dont la valeur capitalisée excédait 210 millions de dollars et vérifié 100 % des immobilisations corporelles et 99,9 % des biens d'équipement. Elle a également soumis à l'équipe de direction 19 rapports portant sur l'analyse interne des résultats obtenus (4 rapports), sur un test de dépréciation (1 rapport) et sur l'analyse du compte rendu de situation relatif au solde de clôture (14 rapports). Le Comité de contrôle du matériel a examiné les notifications Umoja relatives à la comptabilisation en pertes et traité 219 dossiers pour une valeur d'acquisition totale approuvée de 9,4 millions de dollars.

Bureau régional de la sécurité aérienne

40. Pendant l'exercice, le Bureau régional de la sécurité aérienne a fourni des services de sécurité aérienne en procédant à des visites sur site dans les missions ; mis au point un cours de formation sur l'assurance de la sécurité destiné à la Section de la sécurité aérienne du Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, qui relève du Département de l'appui opérationnel, et procédé à une analyse en vue de l'examen et de la mise à jour du cours de formation à la gestion des risques aériens destiné aux cadres supérieurs ; mené une enquête technique de sécurité aérienne sur l'accident de l'hélicoptère MD-500 survenu à la MINUSMA le 28 juillet 2019 ; élaboré et publié quatre guides d'évaluation pour les opérations COVID-19 liées à l'aviation ; déployé le système iAviation Safety dans toutes les missions qui bénéficient du concours du Département de l'appui opérationnel et au Siège ; distribué des supports de sensibilisation à la sécurité aérienne.

Unités hébergées du Département de l'appui opérationnel et du Département des opérations de paix

41. Les unités hébergées du Département de l'appui opérationnel ont mené les activités ci-après.

Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions

42. Pendant l'exercice, le Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions a facilité l'approbation de dossiers de recrutement par lesdits organes centraux ; fourni des conseils de fond et un appui technique aux recruteurs, aux membres des organes centraux, aux responsables des postes à pourvoir et aux départements du Secrétariat de l'ONU et organisé des formations à leur intention ; procédé à la vérification des références et fourni un appui fonctionnel et technique au

programme pilote de vérification des références pour le Secrétariat et les entités participantes.

Centre stratégique des opérations aériennes

43. Pendant l'exercice, le Centre stratégique des opérations aériennes a assuré le contrôle et la surveillance centralisés des mouvements aériens stratégiques de la flotte de l'Organisation et de deux avions à fuselage large utilisés pour la relève des contingents par l'intermédiaire de systèmes mondiaux de suivi, l'objectif étant de réduire les dépenses régionales de fonctionnement de la flotte et de l'utiliser au mieux ; publié des rapports sur l'utilisation des vols stratégiques et des rapports mensuels sur l'utilisation et le rendement des avions à fuselage large ; apporté un appui administratif pour ce qui est des accords d'affrètement d'avions, des évacuations sanitaires aériennes et de la facturation des avions à fuselage large ; appuyé la mise à jour contractuelle du logiciel de gestion de l'information aéronautique ; fait partie du centre de coordination interinstitutions des Nations Unies pour les évacuations sanitaires liées à la COVID-19 (via l'OMS) et fourni dans ce cadre un soutien opérationnel aux opérations médicales aériennes pendant la crise.

44. Les unités hébergées du Département des opérations de paix ont mené les activités ci-après.

Force de police permanente

45. La Force de police permanente a appuyé le renforcement des capacités des opérations de paix et des missions politiques spéciales des Nations Unies, notamment la MINUSCA, la MINUSMA, la MONUSCO, la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), l'UNFICYP, la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) et la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie, en déployant ses experts. Elle a notamment soutenu le développement du système complet d'évaluation de la performance à la MINURSO et à la MINUK. Elle a également apporté son concours à la réduction des effectifs de la composante Police de la MINUAD ; contribué à renforcer les capacités des opérations du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Gambie, au Malawi et en Zambie dans le cadre de la Cellule mondiale de coordination des questions relatives à l'état de droit ; épaulé la Division de la police du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel lorsqu'ils ont procédé à un examen stratégique de la mission de celui-ci ; aidé les pays fournisseurs de personnel de police à préparer leurs agents au déploiement dans le cadre de missions à Nouakchott et à Madrid. Elle a également organisé un atelier en ligne pour les services de police zambiens et maldiviens sur les droits humains et le maintien de l'ordre dans le contexte de la riposte d'urgence face à la COVID-19 et participé à quatre conférences internationales sur des questions de police. Les missions d'évaluation prévues pour le quatrième trimestre de l'exercice ont été annulées en raison de la crise de la COVID-19 et des restrictions de déplacement qui en ont découlé.

Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires

46. Pendant l'exercice, le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires a appuyé la phase de démarrage du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), la création d'une équipe fonctionnelle chargée des affaires judiciaires à la section chargée des affaires politiques et de la bonne gouvernance, la mise en place de structures et de mécanismes intégrés entre le BINUH et l'équipe de pays des Nations Unies et l'élaboration et la mise en œuvre de documents de stratégie

et de planification ; soutenu et conseillé le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général au Bureau intégré des Nations Unies en Haïti en matière de planification et de programmation de la transition dans les domaines de la primauté du droit et de la consolidation de la paix à la MINUJUSTH ; élaboré, pour la MINUSCA, un descriptif de projet à l'appui de la Cour pénale spéciale de la République centrafricaine et fourni une assistance à l'unité spéciale d'appui ; aidé la Section des affaires judiciaires et pénitentiaires de la MINUSMA à prévenir la radicalisation dans les prisons, à renforcer les capacités du personnel pénitentiaire, à planifier une zone de haute sécurité dans la prison de Dioïlia et à établir un plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de détention des terroristes présumés ; aidé le Groupe de l'administration pénitentiaire de la MONUSCO à soutenir les autorités nationales dans la réforme des prisons en cours ; évalué en temps réel les enseignements à tirer de la transition de l'état de droit à la MINUAD ; achevé, pour la MANUL, un rapport d'évaluation portant sur l'amélioration de la sûreté et de la sécurité des détenus ; organisé, dans le cadre du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité, une évaluation des points d'entrée utilisés par l'équipe spéciale d'urgence des Nations Unies pour le Burkina Faso pour apporter un appui en matière d'état de droit et une évaluation de la capacité de la Gambie à redoubler d'efforts pour relever les défis de l'état de droit et de la sécurité, et participé à ces évaluations.

47. Au paragraphe 28 de son rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019 et sur le projet de budget de la Base pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 (A/74/737/Add.6), qui a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/282, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que, dans un souci de clarté et de transparence, l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire figurer dans ses prochains rapports sur la Base de soutien logistique un résumé des ressources nécessaires et des dépenses de chacune des unités hébergées à la Base. On trouvera au tableau 1 le résumé des ressources nécessaires et des dépenses pour chaque unité hébergée.

Tableau 1

Analyse du budget et des dépenses des unités hébergées pour l'exercice 2019/20(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020.)

Catégorie	Force de police permanente		Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires		Centre stratégique des opérations aériennes		Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions		Total (unités hébergées)	
	Montant alloué	Dépenses	Montant alloué	Dépenses	Montant alloué	Dépenses	Montant alloué	Dépenses	Montant alloué	Dépenses
Personnel civil										
Personnel recruté sur le plan international	4 985,2	5 115,7	750,0	769,6	916,0	940,0	416,0	426,9	7 067,2	7 252,2
Personnel recruté sur le plan national	132,6	136,0	66,2	67,9	198,8	203,9	530,2	543,7	927,8	951,5
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	–	159,4	124,2	–	–	–	–	159,4	124,2
Total partiel	5 117,8	5 251,7	975,6	961,7	1 114,8	1 143,9	946,2	970,6	8 154,4	8 327,9

Catégorie	Force de police permanente		Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires		Centre stratégique des opérations aériennes		Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions		Total (unités hébergées)	
	Montant alloué	Dépenses	Montant alloué	Dépenses	Montant alloué	Dépenses	Montant alloué	Dépenses	Montant alloué	Dépenses
Dépenses opérationnelles^a										
Voyages officiels	116,6	104,1	29,2	10,1	36,8	10,9	30,0	8,9	212,6	134,0
Fournitures, services et matériel divers	17,9	4,9	–	–	27,0	–	5,0	–	49,9	4,9
Total partiel	134,5	109,0	29,2	10,1	63,8	10,9	35,0	8,9	262,5	138,9
Total	5 252,3	5 360,7	1 004,8	971,8	1 178,6	1 154,8	981,2	979,5	8 416,9	8 466,8

^a Il n'est pas rendu compte des frais généraux opérationnels qui ne sont pas imputables aux unités hébergées.

Sites de Brindisi et de Valence

48. Au paragraphe 15 de sa résolution 70/288, l'Assemblée générale a prié à nouveau le Secrétaire général de lui présenter une ventilation des ressources et dépenses nécessaires pour les centres de Brindisi et de Valence. Au paragraphe 29 de son rapport, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/282, le Comité consultatif a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire figurer, dans les prochains projets de budget, des informations ventilées dans tous les tableaux sur les ressources nécessaires de la Base de soutien logistique à Brindisi et à Valence. On trouvera au tableau 2 une analyse des dépenses de l'exercice 2019/20 ventilées par site.

Tableau 2
Analyse des dépenses de l'exercice 2019/20, par site

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020.)

Catégorie	Brindisi ^a	Valence ^a	Total	Pourcentage du total	
				Brindisi	Valence
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4) = (1)/(3)	(5) = (2)/(3)
Personnel civil^b					
Personnel recruté sur le plan international	18 407,0	1 754,0	20 161,0	91,3	8,7
Personnel recruté sur le plan national	19 441,6	1 351,6	20 793,2	93,5	6,5
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	244,2	-	244,2	100,0	-
Total partiel	38 092,8	3 105,6	41 198,4	92,5	7,5
Dépenses opérationnelles					
Consultants	221,7	17,2	238,9	92,8	7,2
Voyages officiels	433,3	33,6	466,9	92,8	7,2
Installations et infrastructures	5 770,0	447,7	6 217,7	92,8	7,2

Catégorie	Pourcentage du total				
	Brindisi ^a	Valence ^a	Total	Brindisi	Valence
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4) = (1)/(3)	(5) = (2)/(3)
Transports terrestres	388,6	30,2	418,8	92,8	7,2
Opérations aériennes	4,2	0,3	4,5	93,3	6,7
Opérations maritimes ou fluviales	9,8	0,8	10,6	92,5	7,5
Informatique et communications	6 916,1	6 916,1	13 832,2	50,0	50,0
Santé	51,0	4,0	55,0	92,7	7,3
Fournitures, services et matériel divers	764,2	59,3	823,5	92,8	7,2
Total partiel	14 558,9	7 509,2	22 068,1	66,0	34,0
Montant brut	52 651,7	10 614,8	63 266,5	83,2	16,8

^a Les dépenses correspondent aux effectifs autorisés pour chaque site mais ne comprennent pas les dépenses relatives à l'informatique et aux communications.

^b En moyenne, 405 personnes étaient déployées : 30 à Valence et 375 à Brindisi.

Entités hébergées à Brindisi et à Valence mais ne relevant pas de la Base de soutien logistique des Nations Unies

49. Au paragraphe 55 de son rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014 et le projet de budget de la Base pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016 (A/69/839/Add.9), qui a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/309, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de lui présenter, dans ses futurs rapports sur l'exécution du budget et projets de budget de la Base de soutien logistique, des informations sur tout le personnel occupant les locaux de Brindisi et de Valence ainsi que des précisions sur les modalités administratives et de recouvrement des coûts, les frais de location et d'entretien, les recettes perçues et toute autre information pertinente sur l'utilisation des locaux de l'Organisation des Nations Unies.

50. Au cours de l'exercice, la Base de soutien logistique a accueilli à Brindisi et à Valence des membres du personnel d'appui d'autres entités, comme indiqué dans le tableau 3. Le personnel d'appui a fourni ses services directement aux missions de maintien de la paix et aux missions politiques spéciales ainsi qu'à d'autres entités, conformément aux accords de prestation de services et selon le principe du recouvrement des coûts.

51. Le Centre international de calcul a fourni divers services, dont la mise à disposition d'un pôle d'assistance, un soutien à l'infrastructure et un appui aux applications et aux centres de données. Comme indiqué dans le tableau 3, 175 membres du personnel d'appui du Centre ont fourni des services à des entités ne relevant pas du Secrétariat. Dans le cadre d'un système de recouvrement global des coûts associés à l'utilisation des locaux de Brindisi et de Valence, les frais liés aux services de gestion des installations, comme le nettoyage, le jardinage, la sécurité et l'entretien, ont été imputés au Centre, au prorata de son utilisation, et recouverts par le biais du fonds de recouvrement de coûts liés aux opérations de maintien de la paix.

52. Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) a fourni divers services dans des domaines tels que la visioconférence, la gestion de services, la planification des capacités et la gestion de la performance, la sécurité et la résilience opérationnelle, la gestion de contenu et l'amélioration de la perception de la situation ou encore la gestion du stockage. Comme indiqué dans le tableau 3, deux membres du personnel d'appui de l'UNOPS ont fourni des services à des entités ne relevant pas du Secrétariat. Les frais liés aux services de gestion des installations, comme le nettoyage, le jardinage, la sécurité et l'entretien, ont été imputés à l'UNOPS, au prorata de son utilisation, et recouverts par le biais du fonds de recouvrement de coûts liés aux opérations de maintien de la paix.

53. Une équipe de 10 membres du personnel temporaire (autre que pour les réunions) de l'ONU (5 à Brindisi et 5 à Valence) a travaillé sur la gestion des données de base et des données personnelles dans Umoja pendant l'exercice.

54. La Base de soutien logistique a également continué de mettre des locaux à la disposition du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies, lequel comptait quatre membres du personnel provenant des missions.

Tableau 3

Présence dans les locaux de la Base de soutien logistique des Nations Unies de membres du personnel d'entités ne relevant pas de cette base, au 30 juin 2020

<i>Entité</i>	<i>Brindisi</i>	<i>Valence</i>	<i>Total</i>	<i>Accord de prestation de services/ remboursement des coûts</i>
Centre international de calcul des Nations Unies				
Clients du Département de l'appui opérationnel	48	30	78	Non ^a
Autres	25	150	175	Oui ^b
Total partiel	73	180	253	
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)				
Clients du Département de l'appui opérationnel	38	123	161	Non ^a
Autres	–	2	2	Oui ^b
Total partiel	38	125	163	
Autres entités sous-traitantes	90	39	129	Non
Total partiel^c	90	39	129	
Autre personnel (postes de l'ONU)^d				
Personnel du Bureau de l'informatique et des communications et prestataires extérieurs auxquels le Bureau a recours	–	21	21	Oui
Personnel chargé de la gestion des données de base dans Umoja	5	5	10	Non
Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies	4	–	4	Non

Entité	Brindisi	Valence	Total	<i>Accord de prestation de services/ remboursement des coûts</i>
Autres postes de l'ONU [désarmement, démobilisation et réintégration (1), Département de la sûreté et de la sécurité (2), postes financés par des fonds extrabudgétaires (2), Initiative Elsie (2)] ^e	5	2	7	Non
Total partiel	14	28	42	
Total	215	372	587	

^a Membres du personnel du Centre international de calcul et de l'UNOPS travaillant sur des projets pour le Département de l'appui opérationnel et les missions de maintien de la paix dans le cadre d'accords contractuels. Les coûts associés à ces membres du personnel ne sont pas mis en recouvrement.

^b Les coûts de l'occupation des locaux par le personnel du Centre international de calcul et de l'UNOPS travaillant pour des clients autres que ceux du Département de l'appui opérationnel sont recouverts par l'intermédiaire du fonds de recouvrement de coûts liés aux opérations de maintien de la paix.

^c Comprend le personnel d'appui recruté sur le plan international qui ne relève ni du Centre international de calcul ni de l'UNOPS et qui travaille dans les installations de la Base de soutien logistique, ainsi que les prestataires du Centre de contrôle du réseau et les prestataires de services radio TETRA.

^d Cette catégorie correspond aux postes du Secrétariat de l'ONU qui se situent à la Base de soutien logistique mais ne figurent pas au tableau d'effectifs de celle-ci.

^e L'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix est un projet financé par le Gouvernement canadien qui vise à élaborer et à appliquer des normes devant permettre que les conditions d'hébergement en camps répondent aux besoins des femmes.

Services fournis à d'autres entités et recouvrement des coûts

55. Au paragraphe 68 de son rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 et le projet de budget de la Base pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 (A/70/742/Add.9), qui a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/288, le Comité consultatif a estimé qu'il fallait permettre à l'Assemblée générale de mieux comprendre les services fournis à d'autres entités du Secrétariat et ne relevant pas du Secrétariat et lui donner un aperçu complet des ressources mises à la disposition de la Base. Il a recommandé que des informations complètes et transparentes sur les dépenses engagées et les recettes perçues pour tous les services fournis à d'autres entités du Secrétariat et ne relevant pas du Secrétariat soient systématiquement incorporées dans les futurs rapports sur l'exécution du budget et projets de budget. Au paragraphe 26 de son rapport, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/282, le Comité consultatif a également estimé que l'Assemblée générale devrait disposer d'informations complètes et plus transparentes sur les services fournis aux différentes entités.

56. Pendant l'exercice 2019/20, la Base de soutien logistique des Nations Unies avait des accords de prestation de services avec 21 entités, en vertu desquels elle a fourni, en appliquant le principe du recouvrement des coûts et en utilisant la fonctionnalité de prestation de services d'Umoja, des services de connectivité, de stockage des données, de télécommunications, d'hébergement de centres de données, d'hébergement d'applications, de suivi des événements, de sécurité informatique et de résilience opérationnelle, des services internes et des services liés au système d'information géospatiale. Les coûts ont été calculés sur la base du barème des

services, et le mécanisme de recouvrement a permis de générer 9,8 millions de dollars de recettes au cours de la période considérée. Les recouvrements des coûts réalisés au cours de l'exercice 2019/20 sont présentés dans le tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4
Analyse des remboursements perçus au titre du recouvrement des coûts pendant l'exercice 2019/20

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Entité recevant un appui</i>	<i>Services fournis</i>	<i>Montant</i>
Bureau de l'informatique et des communications	Services d'hébergement (baies de stockage, hébergement de serveurs, infrastructure à la demande, services de conseil et soutien à l'infrastructure) ; stockage des données (fourniture, réplication, sauvegarde, résilience opérationnelle) ; services de connectivité (liaison louée, Internet, réseau privé virtuel de site à site, accès client au réseau privé virtuel et à l'infrastructure de bureau virtuel, appui aux pare-feu, services de conseil, réseau étendu intelligent) ; suivi des événements ; services de plateforme (couche accès et anti-spam) ; services d'application (hébergement Moodle) ; télécommunications (visioconférence) ; services de gestion de projets (services de conseil)	6 558,5
Centre international de calcul des Nations Unies	Services d'hébergement (baies de stockage) ; services de connectivité (liaison louée, Internet, réseau privé virtuel de site à site, accès client au réseau privé virtuel et à l'infrastructure de bureau virtuel, connectivité réseau) ; services internes (bureaux)	823,8
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Services d'hébergement (baies de stockage, hébergement de serveurs, infrastructure à la demande, services de conseil et informatique en nuage) ; stockage des données (fourniture, réplication, sauvegarde, résilience opérationnelle) ; services d'application (base de données et services de conseil) ; services de connectivité (liaison louée, Internet, accès client au réseau privé virtuel et à l'infrastructure de bureau virtuel, équilibrage de la charge réseau, services de conseil, réseau étendu intelligent et Meraki) ; suivi des événements	783,8
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	Services d'hébergement (infrastructure à la demande, hébergement de serveurs et services de conseil) ; stockage des données (fourniture, sauvegarde, réplication, résilience opérationnelle) ; services d'application (base de données) ; services de connectivité (Internet, réseau privé virtuel de site à site, accès client au réseau privé virtuel et à l'infrastructure de bureau virtuel, équilibrage de la charge réseau) ; suivi des événements	566,1
Service des solutions institutionnelles du Bureau de l'informatique et des communications	Services d'hébergement (services de conseil, informatique en nuage)	306,6
Département des affaires économiques et sociales	Services d'hébergement (hébergement de serveurs, infrastructure à la demande) ; stockage des données (fourniture, sauvegarde) ; services d'application (base de données) ; services de connectivité (Internet, accès client au réseau privé virtuel et à l'infrastructure de bureau virtuel, équilibrage de la charge réseau) ; suivi des événements	192,8

<i>Entité recevant un appui</i>	<i>Services fournis</i>	<i>Montant</i>
Tribunal spécial pour le Liban	Services d'application (courrier électronique) ; services de connectivité (liaison louée, réseau étendu intelligent et réseau privé virtuel site à site) ; services d'hébergement (hébergement de serveurs, infrastructure à la demande) ; stockage des données	115,8
Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie	Services d'hébergement (services de conseil, informatique en nuage) ; services d'application (service de courrier électronique sur place)	105,7
Groupe de la gestion de l'information du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du Département des opérations de paix	Services d'hébergement (services de conseil, informatique en nuage)	72,4
Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux	Services de connectivité (services de conseil, réseau étendu intelligent et réseau privé virtuel site à site) ; télécommunications (voix)	47,7
Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges	Services d'hébergement (infrastructure à la demande) ; stockage des données (fourniture) ; services de connectivité (accès client au réseau privé virtuel et à l'infrastructure de bureau virtuel, services de conseil, réseau étendu intelligent, réseau privé virtuel site à site, réseau pare-feu) ; télécommunications (voix)	37,9
Bureau de l'administration de la justice	Services d'application (SharePoint)	27,5
Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, PNUE – Nairobi	Services d'hébergement (services de conseil, informatique en nuage) ; services de connectivité (réseau étendu intelligent et réseau privé virtuel site à site) ;	27,1
Mécanisme de surveillance de l'aide humanitaire en République arabe syrienne	Services de connectivité (services de conseil, réseau étendu intelligent, réseau privé virtuel site à site, Meraki) ; télécommunications (voix) ; services d'hébergement (hébergement de serveurs, infrastructure à la demande) ; stockage des données (fourniture, sauvegarde) ; services d'application (base de données)	24,4
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets	Services d'hébergement (hébergement de serveurs, infrastructure à la demande) ; stockage des données (fourniture, sauvegarde) ; services de connectivité (accès client au réseau privé virtuel et à l'infrastructure de bureau virtuel) ; services d'application (base de données et hébergement Web) ; suivi des événements ; services internes (bureaux)	23,4
Programme alimentaire mondial	Services d'hébergement (baies de stockage) ; services de connectivité (Internet, connectivité réseau, liaison hertzienne et services de conseil) ; télécommunications (voix) ; services internes (bureaux)	18,0
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Services de connectivité (services de conseil) ; stockage des données (sauvegarde) ; services d'hébergement (hébergement de serveurs, infrastructure à la demande) ; services d'application (catalogue mondial d'autodépannage à distance) ; services de sécurité informatique et de résilience opérationnelle (services de	14,2

<i>Entité recevant un appui</i>	<i>Services fournis</i>	<i>Montant</i>
	conseil, surveillance des logiciels malveillants, service central de gestion des correctifs)	
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	Services d'hébergement (baies de stockage) ; services de connectivité (Internet) ; suivi des événements	8,4
Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice	Stockage des données (sauvegarde) ; télécommunications (visioconférence)	5,2
PNUE – Genève	Services d'hébergement (hébergement de serveurs) ; stockage des données (fourniture, sauvegarde) ; services de connectivité (Internet)	4,5
Office des Nations Unies à Nairobi	Services d'hébergement (services de conseil, informatique en nuage)	4,1
Total		9 767,9

57. La Base de soutien logistique a utilisé les montants recouverts par l'intermédiaire du fonds de recouvrement des coûts afin d'entretenir les installations et les infrastructures consacrées aux technologies de l'information et des communications nécessaires pour honorer les accords de prestation de services conclus avec ses clients. De plus, au cours de l'exercice, la Base a eu recours aux services d'un(e) coordonnateur(trice) principal(e) pour l'informatique et les communications (P-5) et d'un(e) assistant(e) administratif(ve) (agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national), nouveaux postes financés par des fonds extrabudgétaires recouverts à la suite de la fourniture de services, dont les titulaires étaient chargés de la coordination et de la gestion des recettes provenant du recouvrement des coûts.

Exécution financière

58. Le taux d'exécution global du budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 s'est établi à 99,8 %.

59. Le taux d'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies pendant l'exercice s'explique principalement par le fait que le montant des dépenses liées au personnel civil (1 093 800 dollars) a été plus élevé que prévu : en effet, le taux effectif des dépenses communes de personnel a été plus élevé que prévu pour le personnel recruté sur le plan international (58,2 % contre 50,8 %), les dépenses communes de personnel ont également été supérieures aux prévisions pour le personnel recruté sur le plan national et l'échelon réel moyen de la classe retenue pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national (G-5, échelon 9) a été plus élevé que celui (G-5, échelon 7) ayant servi au calcul des coûts dans le budget 2019/20.

60. Les dépenses opérationnelles se sont élevées à 22 068 100 dollars, soit un solde inutilisé de 1 208 700 dollars. Ce solde, dont l'existence s'explique par une sous-utilisation des crédits qui tient aux retards pris, du fait de la COVID-19, dans l'acquisition de matériel informatique, de matériel de communications et d'autres fournitures ainsi qu'à l'annulation de formations et de voyages et à la décision de ne pas recourir aux services de consultants prévus, a été réaffecté pour couvrir le déficit au titre du personnel civil.

61. Une analyse des écarts figure au chapitre IV du présent rapport.

C. Partenariats et coordination avec les équipes de pays

62. La Base de soutien logistique a épaulé le Programme alimentaire mondial en fournissant des services de téléphonie et de gestion des données nécessaires au fonctionnement de l'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies, installé sur le site de la Base, ainsi que des liaisons par satellite et un appui informatique aux fins des séances de formation organisées sur le site de l'Entrepôt à San Vito dei Normanni, non loin de Brindisi.

63. La Base de soutien logistique a continué de fournir un appui logistique aux conférences et aux cours de formation organisés par le Fonds des Nations Unies pour la population, le Centre international de calcul, l'UNOPS, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat.

D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

64. Pendant l'exercice, la Base de soutien logistique des Nations Unies a contribué à trois réalisations escomptées, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Les produits qui relèvent de la réalisation escomptée 1.1 sont regroupés par domaine d'activité : services de la chaîne d'approvisionnement ; services liés aux technologies géospatiales, à l'informatique et aux télécommunications ; services de développement, conception et planification technologiques ; services de conférence et de formation ; services de sécurité aérienne régionale ; services d'opérations aériennes stratégiques ; services des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions et de vérification des références ; services de sécurité au travail. Les produits qui relèvent de la réalisation escomptée 1.2 sont regroupés comme suit : amélioration des services ; audit, contrôle des risques et conformité ; budget, finances et communication de l'information ; personnel civil ; déontologie et discipline ; technologies géospatiales, informatique et télécommunications ; services relatifs aux installations, aux infrastructures et au génie ; gestion du carburant ; gestion de la chaîne d'approvisionnement ; gestion des véhicules et services de transport terrestre ; services médicaux ; services de sûreté et de sécurité ; gestion de l'environnement. Ceux qui ont trait à la Force de police permanente et au Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires relèvent de la réalisation escomptée 1.3.

Réalisation escomptée 1.1 : Fourniture aux missions clientes de services d'appui technique et opérationnel rapides, efficaces, efficients et responsables

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.1.1 Pourcentage de missions clientes satisfaites de la chaîne d'approvisionnement et des services d'appui aux opérations (2017/18 : 90,7 % ; 2018/19 : 85 % ; 2019/20 : 85 %)

Objectif atteint. 95 % des clients étaient satisfaits de la qualité des services dont ils ont bénéficié

1.1.2 Pourcentage de plans d'acquisition des missions passés en revue et analysés pour appuyer l'établissement d'un plan de gestion centralisée de la demande pour le Département de l'appui opérationnel (2017/18 : 100 % ; 2018/19 : 90 % ; 2019/20 : 90 %)

Objectif atteint. La totalité des besoins des missions ont été coordonnés, examinés et regroupés pour appuyer l'élaboration d'un plan de gestion centralisée des demandes et des acquisitions

- 1.1.3 Pourcentage de demandes de recherche de fournisseurs présentées par les missions qui ont reçu une réponse dans les 2 jours ouvrables pour les articles uniques entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique ou de la réserve de matériel de l'ONU et dans les 5 jours ouvrables pour les articles multiples et les biens excédentaires des missions (2017/18 : 98,6 % pour les articles uniques et 100 % pour les articles multiples ; 2018/19 : 95 % ; 2019/20 : 95 %)
- Objectif atteint. La totalité des demandes de recherche de fournisseurs présentées par les missions en vue d'obtenir des articles uniques entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique ou de la réserve de matériel de l'ONU ont reçu une réponse dans les 2 jours ouvrables et dans les 5 jours ouvrables pour des articles multiples et des biens excédentaires des missions
- 1.1.4 Pourcentage de demandes des missions concernant des articles entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique ou de la réserve de matériel de l'ONU ayant donné lieu à une expédition dans les 30 jours suivant la date de la demande de transfert de stocks (2017/18 : 64 % ; 2018/19 : 95 % ; 2019/20 : 95 %)
- 46 % des demandes ont été expédiées dans les 30 jours et les 54 % restants l'ont été après 30 jours
L'allongement du délai général d'expédition était dû à la conclusion plus tardive que prévu du contrat groupé relatif aux opérations de transit
- 1.1.5 Pourcentage d'articles entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique ou d'éléments de matériel entretenus, réparés et mis à l'essai dans les 15 jours ouvrables suivant la date du bon d'intervention (2017/18 : 100 % ; 2018/19 : 98 % ; 2019/20 : 98 %)
- Objectif atteint. 98,4 % des articles entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique ou d'éléments de matériel ont été entretenus, réparés et mis à l'essai dans les 15 jours ouvrables suivant la date du bon d'intervention
- 1.1.6 Pourcentage de véhicules et d'éléments de matériel de la réserve de l'ONU remis en état dans un délai de 30 jours (2017/18 : sans objet ; 2018/19 : 95 % ; 2019/20 : 97 %)
- 80 % des véhicules et des éléments de matériel de la réserve de l'ONU ont été remis en état dans un délai de 30 jours
L'écart est dû à un retard dans la livraison des pièces de rechange nécessaires à l'un des projets de remise en état
- 1.1.7 Pourcentage de demandes d'équipes d'appui présentées par des missions qui ont donné lieu à un déploiement dans les 15 jours ouvrables suivant la date d'approbation (2017/18 : 100 % ; 2018/19 : 95 % ; 2019/20 : 95 %)
- 91 % des équipes d'appui demandées ont été déployées dans les 15 jours ouvrables suivant la date d'approbation. L'écart s'explique par les restrictions de déplacement liées à la pandémie de COVID-19
- 1.1.8 Pourcentage de missions clientes satisfaites des services fournis dans les domaines des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications (2017/18 : 98,41 % ; 2018/19 : 92 % ; 2019/20 : 92 %)
- Objectif atteint. 97,0 % des missions clientes étaient satisfaites des services dont elles ont bénéficié
- 1.1.9 Disponibilité des applications des missions hébergées sur un serveur central (2017/18 : 99,99 % ; 2018/19 : 99,8 % ; 2019/20 : 99,8 %)
- Objectif atteint. 99,9 % des services d'application étaient disponibles
- 1.1.10 Disponibilité de l'infrastructure du réseau étendu (2017/18 : 100 % ; 2018/19 : 99,5 % ; 2019/20 : 99,5 %)
- Objectif atteint. La totalité de l'infrastructure du réseau étendu était disponible
- 1.1.11 Pourcentage de problèmes informatiques et de demandes d'intervention traités conformément aux accords de prestation de services (2017/18 : 96,42 % ; 2018/19 : 95 % ; 2019/20 : 95 %)
- Objectif atteint. 97,9 % des problèmes informatiques et des demandes d'intervention ont été traités conformément aux accords de prestation de services

1.1.12 Efficacité de l'exploitation de la capacité de transmission par satellite, mesurée en bits par hertz (2017/18 : 2,2 ; 2018/19 : 2,8 ; 2019/20 : 2,8)	Objectif atteint. La capacité de transmission par satellite était exploitée à hauteur de 3,1 bits par hertz
1.1.13 Pourcentage de mouvements aériens stratégiques contrôlés et suivis centralement (2017/18 : 100 % ; 2018/19 : 100 % ; 2019/20 : 100 %)	Objectif atteint. La totalité des mouvements aériens stratégiques étaient contrôlés et suivis centralement
1.1.14 Pourcentage de mouvements d'avions à fuselage large et d'opérations de relève des contingents gérés, assignés, contrôlés et suivis (2017/18 : sans objet ; 2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 100 %)	Objectif atteint. La totalité des mouvements d'avions à fuselage large et des opérations de relève des contingents ont été gérés, assignés, contrôlés et suivis
1.1.15 Pourcentage de demandes d'assistance technique environnementale sur le terrain visant à appuyer 12 missions dans les domaines de l'énergie, de l'eau et des eaux usées et de la gestion des déchets solides qui sont satisfaites dans un délai de 90 jours (2017/18 : sans objet ; 2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 95 %)	Objectif atteint. 98,4 % des demandes d'assistance technique environnementale sur le terrain visant à appuyer 6 missions dans les domaines de l'énergie, de l'eau et des eaux usées et de la gestion des déchets solides ont été satisfaites dans un délai de 90 jours

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :
oui, non
ou nombre Observations*

Services de la chaîne d'approvisionnement

Fourniture, à 5 opérations de maintien de la paix, d'un appui technique et opérationnel en matière de planification et de conception de projets de génie ; délivrance de 45 autorisations techniques relatives à des projets de génie de grande envergure dans des missions représentant un montant total de 200 millions de dollars ; établissement de 5 dossiers d'appel d'offres pour les achats des missions comprenant tous les documents techniques nécessaires

55 Autorisations techniques relatives à des projets de génie ont été accordées pour un montant total de 395,5 millions de dollars

Un appui technique et opérationnel en matière de planification et de conception de projets de génie a été fourni à 15 opérations de maintien de la paix et autres entités (Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), MINUJUSTH, UNFICYP, MINUSMA, MINUSCA, FISNUA, Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), BANUS, Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et Centre de services régional d'Entebbe, Siège de l'ONU, Base de soutien logistique, PNUD, Commission économique pour l'Afrique et Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar)

8 Dossiers d'appel d'offres ont été établis – 7 pour des missions [MINUSS, MONUSCO, FISNUA (2), UNFICYP, MINUSMA (2)] et 1 pour le Siège (Base de soutien logistique)

Établissement de 2 rapports mondiaux et de bilans trimestriels concernant la planification de la demande afin de faciliter l'élaboration d'un plan de

s.o. Ce produit a été remplacé par des réunions mensuelles de planification intégrée des activités et des outils d'analyse décisionnelle permettant de suivre et d'analyser de manière cohérente la manière dont les plans relatifs aux

gestion centralisée de la demande pour le Département de l'appui opérationnel

Fourniture d'une autorisation technique dans les 10 jours ouvrables suivant la date de réception d'une demande officielle émanant d'une opération de maintien de la paix concernant le transport et l'approvisionnement général en biens et services

Examen annuel de la composition des stocks pour déploiement stratégique afin de satisfaire les besoins associés au démarrage d'opérations de maintien de la paix

Maintenance, réparation et mise à l'essai d'environ 775 véhicules, à savoir des véhicules faisant partie des stocks pour déploiement stratégique ou de la réserve de matériel de l'ONU ou appartenant à la Base de soutien logistique des Nations Unies, et d'environ 820 articles tels que des groupes électrogènes et du matériel de bureau, qui entrent dans la composition des stocks pour déploiement stratégique et de la réserve de matériel de l'ONU

Acquisition et coordination de 20 séances de formation technique et de formation à la chaîne d'approvisionnement

chaînes d'approvisionnement mondiales et locales évoluent à mesure de leur mise en œuvre

Oui 120 évaluations techniques ont été menées pour 99 projets de génie complexes, 19 dossiers liés au transport de surface et 2 autorisations techniques concernant l'approvisionnement général en biens et services dans les 10 jours ouvrables suivant la date de réception d'une demande officielle

Oui L'examen annuel de la composition était achevé le 30 juin 2020. Les préparatifs de l'examen et l'examen lui-même ont été menés d'octobre à décembre 2019 sur la base des hypothèses budgétaires soumises dans le cadre de la version révisée du concept général de stocks pour déploiement stratégique^a. Seuls des changements mineurs y ont été apportés, les enseignements tirés de l'appui à la lutte contre la COVID-19 devant être pris en compte dans l'examen en cours des stocks stratégiques

764 Véhicules ont été entretenus, réparés et mis à l'essai, dont :
588 véhicules faisant partie des stocks pour déploiement stratégique
134 véhicules de la Base de soutien logistique
18 véhicules de la réserve de matériel de l'ONU

921 Articles de matériel ont été entretenus, réparés et mis à l'essai, dont :
644 engins du génie spécialisés entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique
111 articles de matériel médical entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique
49 articles (fournitures) entrant dans la composition des stocks pour déploiement stratégique
75 engins du génie spécialisés et groupes électrogènes appartenant à la Base de soutien logistique
42 articles (fournitures) appartenant à la Base de soutien logistique

7 Formations ont été dispensées. Les autres formations prévues ont été annulées en raison des restrictions de déplacement liées à la COVID-19. La saison des formations

		commence au deuxième trimestre pour permettre l'accomplissement de formalités administratives et organisationnelles
		3 des 7 formations ont été dispensées au moyen d'un webinaire en ligne au lieu d'être organisées en présentiel
Coordination de la cession et de la mise au rebut du matériel de deux missions de maintien de la paix (MINUAD et MINUJUSTH)	Oui	La cession et la mise au rebut du matériel de la MINUJUSTH ont été coordonnées ; celles de la MINUAD sont en cours de coordination, car le mandat de celle-ci a été prorogé par le Conseil de sécurité
Examen et validation d'un plan préliminaire de cession des actifs visant à liquider les missions concernées (MINUAD et MINUJUSTH) dans un délai de 10 jours ouvrables	Oui	MINUJUSTH : le plan préliminaire de cession des actifs a été examiné, approuvé et achevé au cours de l'exercice MINUAD : le mandat de la mission ayant été prorogé, jusqu'à la fin de 2020, pendant l'exercice, le plan préliminaire de cession des actifs n'a pas été achevé. La mission procède actuellement à un nettoyage de ses données de stocks
Appui sur site aux missions dans divers domaines, notamment les opérations logistiques, la gestion de l'environnement et le génie, par le déploiement de 50 équipes d'appui aux missions	24	Équipes d'appui aux missions ont été déployées à la demande de celles-ci au cours des 3 premiers trimestres de l'exercice. Les demandes d'appui aux missions ont été moins nombreuses que prévu du fait des restrictions de déplacement liées à la COVID-19. Toutefois, les équipes ont travaillé à distance sur les opérations relatives aux stocks, en particulier celles liées à la liquidation de la MINUAD
Inventaire physique de 100 % des stocks	100 %	L'inventaire physique de la totalité des stocks a été achevé
Établissement de bilans trimestriels sur les données compilées sur le respect et l'exécution des contrats	Oui	3 612 bilans sur l'exécution des contrats ont été établis (4 300 bilans publiés) et portaient sur 1 475 contrats (contrats-cadres mondiaux et contrats propres à une mission) dans 26 missions
Services géospatiaux		
Maintenance et mise à jour de 5 bases de données et plateformes, solutions et services géospatiaux mondiaux à l'appui de 15 opérations de maintien de la paix (FINUL, Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan, Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), FISNUA, MINUSS, MONUSCO, MINUJUSTH, MINUSMA, MINURSO, MINUSCA, MINUAD, MINUK, UNFICYP et BANUS), de 10 missions politiques (MANUA,	5	Bases de données géospatiales et plateformes, solutions et services géospatiaux ont été gérés et mis à jour : a) OGI (principal répertoire où sont stockées et sécurisées les données opérationnelles) ; b) BASE [principal répertoire où sont hébergées les données de base utilisées pour les cartes de base (service de cartographie de l'ONU)] ; c) CARTO (répertoire mondial où sont stockées et conservées les données topographiques pour la production de cartes topographiques en courbes de niveau) ; d) DataStore (principal

Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), Bureau du Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient (UNSCO), Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), BINUGBIS, Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), UNOWAS, Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban) et du Secrétariat

Production de 200 cartes (thématiques, topographiques et de base), hébergement de 75 services de cartes géospatiales en ligne pour 150 comptes groupés de clients dans 15 opérations de maintien de la paix (dont le BANUS), dans 10 missions politiques et au Secrétariat

répertoire où les données des missions sont stockées et mises à jour par synchronisation) ; e) RST (base de données dédiée aux données raster, où les ensembles de données sont stockés dans une mosaïque source et où leurs attributs sont traités)

- 16 Un appui a été fourni à 15 opérations de maintien de la paix (MINURSO, MINUSCA, MINUSMA, MONUSCO, MINUAD, UNFICYP, FISNUA, MINUK, MINUSS, Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP), BANUS, ONUST, FNUOD, FINUL, MINUJUSTH) et au Centre de services régional d'Entebbe (appui)
- 15 Un appui a également été fourni à 11 missions politiques (MANUA, Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, MANUL, UNSCO, MANUI, BINUGBIS, BRENUAC, UNOWAS, Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, MINUAAH) et à 4 entités du Secrétariat (Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), Bureau des affaires de désarmement, Département de l'appui opérationnel)
- 218 Cartes ont été produites
- 116 Services de cartes géospatiales en ligne ont été fournis aux opérations de maintien de la paix
- 305 Comptes groupés de clients ont bénéficié de ces services
- 16 Entités de maintien de la paix ont bénéficié de ces services, dont 15 opérations de maintien de la paix (MINURSO, MINUSCA, MINUSMA, MONUSCO, MINUAD, UNFICYP, FISNUA, MINUK, MINUSS, Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP), BANUS, ONUST, FNUOD, FINUL, MINUJUSTH) et le Centre de services régional d'Entebbe (appui)
- 15 Autres entités ont bénéficié de ces services, dont 11 missions politiques (MANUA, Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, MANUL, Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, MANUI, BINUGBIS, BRENUAC, UNOWAS, Centre régional des Nations Unies pour la

<p>Fourniture et gestion de plateformes, solutions et services mondiaux de données géospatiales sécurisés et facilement accessibles (portail géographique GeoPortal, service de cartographie Street Map, service de cartographie opérationnelle Operational Map, plateforme commune d'imagerie opérationnelle, nomenclature toponymique des Nations Unies, service UN Globe, et service d'imagerie et de production d'images des Nations Unies) pour des utilisateurs publics et jusqu'à 500 utilisateurs enregistrés, pour faciliter l'appréciation de la situation</p>	<p>diplomatie préventive en Asie centrale, Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, MINUAAH) et 4 entités du Secrétariat (Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, HCDH, Bureau des affaires de désarmement, Département de l'appui opérationnel)</p>
<p>Réalisation de 30 analyses d'images satellitaires et analyses spatiales ; fourniture de 30 services d'analyse concernant la prospection et la surveillance d'eaux souterraines pour 11 missions de maintien de la paix</p>	<p>Oui Fourniture et gestion de 13 plateformes, solutions (fixes et mobiles) et services mondiaux de données géospatiales sécurisés et facilement accessibles, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Unite GeoPortal ; b) Unite Street Map (Unite Maps) ; c) Unite Operational Map (Unite Maps) ; d) Unite Image Map (Unite Maps) ; e) Unite Search (Unite Maps) ; f) Unite Directions (Unite Maps) ; g) Unite Globe (Unite Maps) ; h) la plateforme commune d'imagerie opérationnelle, Unite Aware Maps ; i) le service d'imagerie et de production d'images des Nations Unies ; j) le service Clear Map pour le Département de l'appui opérationnel, le Bureau de l'information et des communications et la Section des systèmes d'information géospatiale ; k) des solutions mobiles telles que ERA et iEnduulu ; l) Maps on Demand (anciennement l'application Field Topographic Maps) pour la MONUSCO, le BANUS ; m) la plateforme Geocortex (plateforme regroupant plusieurs applications géospatiales telles que l'application de cartographie opérationnelle de l'ONUST) <p>1 357 Utilisateurs enregistrés : l'augmentation est due à la hausse du nombre de plateformes, solutions et services mondiaux de données géospatiales</p> <p>75 Analyses d'images satellitaires et analyses spatiales ont été réalisées. Le nombre d'analyses, supérieur aux prévisions, s'explique par la forte demande pour ces services, notamment les analyses d'images et les analyses géospatiales pour la MANUL et les analyses environnementales pour la MANUA et la MINUSS</p>

Services informatiques

Exploitation et maintenance de 203 applications hébergées sur un serveur central (comme Umoja) et appui connexe, y compris l'installation et la mise à l'essai des fonctionnalités de reprise des activités après un sinistre pour 65 000 utilisateurs environ dans les opérations de maintien de la paix

Maintien de 2 certifications ISO concernant la gestion des services informatiques (ISO/IEC 20000) et la sécurité de l'information (ISO/IEC 27001:2013)

5 mises à l'essai de nouvelles applications par an

Exploitation et maintenance de 2 centres de données certifiés situés dans deux endroits distincts et appui connexe, dont la fourniture de services d'hébergement, de centres de données virtuels, d'infrastructures de bureau virtuel, de l'infrastructure sous-jacente des services de messagerie et de services de courtage et de gestion de l'informatique en nuage hybride pour 75 000 utilisateurs

Exploitation et gestion de 10 systèmes de soutien à l'infrastructure nécessaires à l'hébergement et à la connectivité du progiciel de gestion intégré Umoja, y compris l'appui relatif à la couche accès pour 22 000 utilisateurs

30 Des services d'analyse concernant la prospection et la surveillance d'eaux souterraines ont été fournis à 5 missions de maintien de la paix (FISNUA, MINUSS, ONUST, FNUOD, FINUL), à 4 missions politiques (MANUA, MANUI, MANUL, MINUAAH) et aux équipes du HCDH en Libye

197 Applications hébergées sur un serveur central ont été exploitées et entretenues et un appui connexe a été fourni à 66 580 utilisateurs dans les opérations de maintien de la paix

Le nombre d'applications, plus faible que prévu, s'explique par la mise hors service de certaines applications et le regroupement d'autres dans des environnements différents, comme la base de données Outreach répertoriant les coordonnées, le système de gestion de la formation de l'École des transmissions militaires des Nations Unies, le serveur du projet Umoja et les communautés de pratique

Oui La certification ISO a été renouvelée pour garantir le respect des normes internationales en matière de gestion des services informatiques et la sécurité de l'information.

9 Mises à l'essai de nouvelles applications ont été effectuées

Le nombre d'applications, supérieur aux prévisions, s'explique par la forte demande d'applications

2 Centres de données certifiés ont été exploités et entretenus, un appui connexe a été apporté et des services ont été fournis à 70 416 utilisateurs

Le nombre d'utilisateurs, plus faible que prévu, s'explique par la réduction des effectifs des missions ainsi que par la suppression des comptes faisant doublon et de ceux du personnel quittant l'Organisation

10 Systèmes de soutien à l'infrastructure ont été exploités et gérés pour 19 294 utilisateurs

Le nombre d'utilisateurs, plus faible que prévu, s'explique par la réduction des effectifs des missions ainsi que par la suppression des comptes faisant doublon et de ceux des membres du personnel qui ont quitté l'Organisation

Mise à jour annuelle du plan antisinistre pour les services mondiaux et organisation de 2 exercices de reprise après sinistre

Achèvement des évaluations de sécurité concernant 12 applications et 5 infrastructures

Fourniture de services de suivi des événements à l'échelle mondiale pour 15 opérations de maintien de la paix (dont le BANUS)

Service de télécommunications

Fourniture de services de raccordement au réseau étendu à plus de 300 sites dans le monde entier (missions clientes et autres bureaux des Nations Unies), afin que plus de 50 000 utilisateurs finaux bénéficient de liaisons satellites, de liaisons louées privées et de réseaux privés virtuels sur Internet

Exploitation et maintenance de l'infrastructure et appui connexe, afin de fournir des services de liaison radio numérique à plus de 35 000 utilisateurs dans 15 opérations de maintien de la paix (dont le BANUS)

Exploitation et maintenance de l'infrastructure et appui connexe, afin d'offrir des services de visioconférence à des missions de maintien de la paix et à d'autres bureaux des Nations Unies, soit en moyenne 1 500 visioconférences organisées et 5 000 points raccordés chaque mois

Oui La mise à jour annuelle du plan antisinistre pour les services mondiaux a été effectuée et 2 exercices de reprise après sinistre ont été organisés

26 Applications ont été évaluées

7 Évaluations de sécurité des infrastructures ont été réalisées

Du fait de la taille réduite de certaines applications, davantage d'évaluations ont pu être effectuées au cours de l'exercice à l'aide des ressources disponibles

13 Opérations de maintien de la paix ont bénéficié d'un service de suivi des événements à l'échelle mondiale

Deux opérations de maintien de la paix n'ont pas bénéficié de ce service : a) la FINUL, puisque son système d'authentification multifacteur, qui permettra de mettre en œuvre le système de suivi, était en cours de mise en place ; b) la FNUOD, car les réglementations locales ont entravé la mise en œuvre du système de suivi

251 Sites ont bénéficié de services de raccordement au réseau étendu qui ont profité à environ 70 416 utilisateurs finaux

Le nombre de sites, inférieur aux prévisions, est dû à la diminution du nombre de stations de télécommunications par satellite, laquelle s'explique par la réduction des effectifs des missions

34 728 Utilisateurs de 11 missions clientes ont bénéficié de services de liaison radio numérique fournis par des infrastructures exploitées, entretenues et appuyées par la Base de soutien logistique

Le nombre de sites et d'utilisateurs, inférieur aux prévisions, tient à plusieurs facteurs, notamment au choix fait par certaines missions, comme la MINUJUSTH et la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, ne pas utiliser la plateforme TETRA

1 683 Visioconférences ont été organisées

6 613 Points ont été raccordés chaque mois

Le nombre de visioconférences organisées et de points raccordés, supérieur aux prévisions, tient à l'accroissement du taux d'adoption des technologies et au télétravail pendant la

		pandémie de COVID-19. La durée de vie des points a été prolongée et des points supplémentaires ont été acquis
Exploitation et maintenance de l'infrastructure et appui connexe, afin de fournir des services de téléphonie entre les missions et vers l'étranger à 33 missions clientes et bureaux des Nations Unies, pour une capacité moyenne de 1 million d'appels chaque mois	33	Missions clientes et bureaux des Nations Unies ont bénéficié de services d'appui
	331 037	Appels téléphoniques ont été passés par mois en moyenne Le nombre d'appels téléphoniques, plus faible que prévu, est dû à l'adoption de Microsoft Teams pour les communications
Test trimestriel de basculement des composants essentiels des liaisons satellite et réseau entre Brindisi et Valence pour garantir la résilience et résoudre tout problème recensé durant le même trimestre	4	Tests de basculement ont été réalisés
Exploitation et maintenance de l'infrastructure et appui connexe pour la gestion de liaisons satellites de haute efficacité avec une capacité allouée dynamiquement selon la demande utilisateurs pour un maximum de 250 lieux d'affectation hors Siège	203	Lieux d'affectation hors Siège ont utilisé des liaisons satellite de haute efficacité Le nombre de lieux d'affectation, inférieur aux prévisions, s'explique par la réduction des effectifs des missions
Services de développement, conception et planification technologiques		
Fourniture de services d'aide à la gestion des projets (gouvernance de la gestion des projets) (guides, modèles, outils et appui) et notamment de 7 modèles de projet normalisés pour environ 50 projets enregistrés dans le serveur	12	Modèles de projet normalisés ont été fournis pour 110 projets enregistrés dans le serveur Le nombre de projets, supérieur aux prévisions, tient à la demande accrue de solutions en ligne, notamment de formations
Gestion opérationnelle et exécution de 25 projets d'ampleur et de nature différentes (innovation, migration, intégration, conception ou transition de services) : 10 projets à l'échelle de l'Organisation, 10 projets intersectoriels et 5 projets à l'échelle de missions	43	Projets de nature différente, dont 23 projets à l'échelle de l'Organisation, 14 projets intersectoriels et 6 projets à l'échelle des missions Le nombre de projets, supérieur aux prévisions, tient à la demande accrue de solutions en ligne, notamment de formations
Organisation de 2 ateliers dans les domaines de la gestion de projets et de l'innovation technologique à l'intention du personnel des missions de maintien de la paix	7	Ateliers sur la gestion de projets et de l'innovation technologique ont été organisés à l'intention du personnel des missions de maintien de la paix
Mise en service de PulseNet, logiciel visant à analyser les messages diffusés sur les médias sociaux et autres flux spécialisés pour déterminer comment les missions des Nations Unies sont perçues par les populations locales, l'objectif étant d'intégrer l'analyse des médias sociaux dans le programme d'appréciation de la situation pour 11 opérations de maintien de la paix (dont le BANUS)	1	Opération de maintien de la paix Le projet a été suspendu du fait de priorités concurrentes et de ressources de développement et d'aide limitées

Mise en service de MediaNet, logiciel visant à faciliter la collecte de flux d'informations et à servir de répertoire de mégadonnées, structurées ou non, provenant de diverses sources, telles que les systèmes de vidéosurveillance et les drones, et intégration de l'utilisation de ces flux de données dans le programme d'appréciation de la situation pour 11 opérations de maintien de la paix (dont le BANUS)

Mise en service de CommsNet, logiciel et matériel visant à uniformiser et maximiser la capacité de localisation des biens et du personnel des Nations Unies et à assurer un suivi centralisé et l'interopérabilité de dispositifs de communications utilisant différentes normes, dont TETRA/VHF/HF, et intégration dans le programme d'appréciation de la situation pour 11 opérations de maintien de la paix (dont le BANUS)

Mise en service de la zone de collaboration en matière d'innovation technologique, pôle d'innovation technologique sur le terrain

Lancement de 10 tests de validation de projets techniques novateurs

Services de conférence et de formation

Services de coordination et d'appui pour les conférences et les activités de formation organisées à l'intention de 1 000 membres de missions de maintien de la paix et 500 autres participants, le taux de satisfaction des clients étant au moins égal à 90 %

Organisation, gestion et présentation de stages de formation destinés à environ 413 membres du

1 Opération de maintien de la paix
La mise en service limitée de MediaNet s'explique par le fait que les fonctions de ce logiciel sont en cours d'intégration dans la plateforme technologique Unite Aware, qui permet aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies d'apprécier la situation et d'analyser les informations de manière cohérente et globale. Cette plateforme sera déployée dans 3 opérations de maintien de la paix au cours de l'exercice 2020/21

1 Opération de maintien de la paix
CommsNet (composants à ultra-haute fréquence et à haute fréquence) est déployé à la MINUSCA, dans le cadre du projet pilote Unite Aware
Sa mise en service, notamment la disponibilité des ressources supplémentaires nécessaires à son développement, et son déploiement dans d'autres missions ont été retardés du fait de priorités concurrentes et de ressources de développement et d'aide limitées

Oui La zone de collaboration en matière d'innovation technologique a été mise en service dans 11 opérations de maintien de la paix

9 Tests de validation de projets techniques novateurs ont été lancés
Le nombre de tests a été inférieur aux prévisions en raison d'autres priorités opérationnelles plus urgentes

Oui 1 474 membres de missions de maintien de la paix et 382 autres participants ont participé à des conférences et activités de formation ayant fait l'objet d'un appui, et le taux de satisfaction des clients était de 99 %
Le nombre de membres de missions de maintien de la paix, plus important que prévu, s'explique par la mise en œuvre du programme du Groupe déontologie et discipline, auquel a participé l'ensemble du personnel de la Base de soutien logistique. Le nombre des autres participants, inférieur aux prévisions, est principalement dû à la pandémie de COVID-19

413 Membres du personnel de la Base de soutien logistique ont été formés au moyen de cours en ligne (LinkedIn, système de gestion de la formation d'Inspira et programmes de

personnel de la Base de soutien logistique, conformément au plan de formation

certification Yellow Belt et Green Belt de Lean Six Sigma)

Achèvement des cours de formation obligatoires : taux de suivi minimal de 90 % pour tous les cours obligatoires

99 Pour cent pour tous les cours obligatoires

Services régionaux de sécurité aérienne

7 visites de contrôle de la sécurité aérienne à l'UNFICYP (2), à la FINUL (2) et à la MANUI (3)

2 Visites de contrôle de la sécurité aérienne ont été organisées, l'une à l'UNFICYP et l'autre à la MANUI

Le nombre de visites, inférieur aux prévisions, s'explique par la situation de sécurité, conjuguée à la pandémie de COVID-19

Services de formation et de promotion en matière de sécurité aérienne, dont 2 cours en salle, 12 cours à distance et 3 activités de sensibilisation

Non Aucun cours en classe n'a été donné

La formation « Inspections d'aéronefs et évaluations de la performance », qui devait avoir lieu à la MINUSMA du 6 au 10 avril 2020, et la formation « Gestion des risques aériens », qui devait être dispensée au Centre de services régional d'Entebbe du 4 au 8 mai 2020, ont été suspendues en raison de la pandémie de COVID-19

45 Cours à distance ont été donnés

Les missions ont demandé davantage de formations en ligne

3 Activités de sensibilisation ont été organisées à l'UNFICYP, à la MINUSMA et à la MINUAD

Services d'opérations aériennes stratégiques

Définition des tâches, coordination et supervision de 100 % des opérations aériennes effectuées avec 2 avions à fuselage large affectés au Centre stratégique des opérations aériennes à l'appui de la relève des contingents de toutes les missions de maintien de la paix

Oui Les tâches ont été définies et la coordination et la supervision ont été assurées pour la totalité des opérations aériennes effectuées avec 2 avions à fuselage large affectés au Centre stratégique des opérations aériennes à l'appui de la relève des contingents de toutes les missions de maintien de la paix

Contrôle et surveillance centralisés de 100 % des mouvements aériens stratégiques, jusqu'à 350 mouvements, au moyen du système mondial de suivi, l'objectif étant de maintenir une appréciation stratégique de la flotte et un contrôle efficace des coûts d'exploitation

Oui La totalité des mouvements aériens stratégiques ont été contrôlés et surveillés de manière centralisée

Analyse coûts-avantages et sélection des aéronefs pour 100 % des opérations d'appui aérien stratégique demandées, jusqu'à 120 opérations

Oui Une analyse coûts-avantages et une sélection des aéronefs ont été effectuées pour 100 % des 108 opérations d'appui aérien stratégique demandées

Publication de 12 rapports assortis de tableaux de référence sur l'utilisation et le rendement des avions à fuselage large

12 Rapports assortis de tableaux de référence ont été publiés

Publication de 12 rapports sur l'utilisation de la flotte aérienne stratégique aux fins de la veille économique et de l'analyse des coûts

Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions et Services de la vérification des références

Facilitation de 260 examens des critères d'évaluation de nouveaux dossiers de recrutement et vacances de poste

Vérification des références de 1 300 candidats dont le recrutement a été demandé

Services de sécurité au travail

Organisation et présentation de 3 cours sur la santé et la sécurité au travail sur le terrain, destinés aux responsables de la sécurité au travail sur le terrain des organismes des Nations Unies

Réception et examen, chaque mois, de 33 comptes rendus d'incident de chaque mission et de chaque base d'appui et base de soutien logistique et consignation de ces comptes rendus dans le système de gestion des données sur les problèmes de sécurité au travail du Département de l'appui opérationnel

Réalisation d'une évaluation des risques de sécurité au travail portant sur des risques précis et mise en évidence de ces risques au moyen d'une enquête préliminaire et d'une évaluation des besoins ; élaboration et mise en œuvre ultérieures d'un plan d'action adapté aux besoins de la section ou du bureau

Poursuite de la coordination et de l'échange d'informations techniques avec la Section de la sécurité au travail du Département de l'appui

12 Rapports sur l'utilisation de la flotte aérienne ont été publiés

236 Examens des critères d'évaluation de nouveaux dossiers de recrutement et vacances de poste ont été réalisés

Le résultat inférieur aux prévisions s'explique par un volume de recrutement plus faible que prévu du fait de la pandémie de COVID-19

660 Candidats ont fait l'objet d'une vérification des références

Le résultat inférieur aux prévisions s'explique par la demande moins importante des missions, qui est due à un volume de recrutement plus faible que prévu du fait de la pandémie de COVID-19

Non Aucun stage de formation n'a été proposé
Les stages de formation de 2 jours sur la santé et la sécurité au travail, dont la FINUL devait bénéficier en novembre 2019, ont été reportés en raison de la situation de sécurité. Un stage de formation de 5 jours sur la santé et la sécurité au travail, qui était prévu pour mars 2020 à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et qui devait être financé par celle-ci, a été reporté en raison de la pandémie de COVID-19

177 Comptes rendus ont été reçus des 33 missions qui ont rejoint le programme de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain, et consignés

1 Évaluation des risques de sécurité au travail a été réalisée

Le rapport statistique annuel sur les accidents du travail et la sécurité a porté sur toutes les opérations de paix, bases d'appui et bases de soutien logistique des Nations Unies. Il a été publié par l'équipe mondiale chargée de la sécurité et de la santé au travail sur le site Web de l'ONU consacré à ce sujet

120 Activités de coordination ont été menées avec les directeurs des programmes de sécurité au travail

opérationnel et son responsable de la sécurité sur le terrain et directeur de programme, au moyen d'au moins 52 activités de coordination ou comptes rendus par an, par courrier électronique, téléconférence, visioconférence, soumission de rapports ou communication d'informations, et élaboration d'un rapport statistique annuel sur les accidents du travail et la sécurité qui porte sur toutes les opérations de paix, bases d'appui et bases de soutien logistique des Nations Unies

Définition d'au moins six normes opérationnelles et techniques relatives à la santé et à la sécurité au travail par an

Réalisation d'enquêtes, mise en place de commissions d'enquête et interventions en cas de problème ou de fait nouveau lié à la santé et à la sécurité au travail, au moins une fois par an, sous réserve de la survenance de problèmes ou de faits nouveaux justifiant de tels services d'appui

Entretien de sites Web et de plateformes de médias sociaux portant sur la santé et la sécurité au travail, y compris la communication opérationnelle et technique avec le réseau de praticiens de la santé et de la sécurité au travail, au moyen d'au moins 12 mises à jour ou mises à niveau de site Web ou de plateforme de médias sociaux, ou d'activités s'y rapportant, notamment la publication, la communication ou la diffusion de renseignements sur des questions connexes

Fourniture, au Secrétariat et aux opérations hors Siège des Nations Unies, de services d'appui, à distance ou sur place, sur l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de santé et de sécurité au travail

Le nombre d'activités liées à la santé et à la sécurité au travail, plus important que prévu en raison de la pandémie de COVID-19, a donné lieu à des activités de coordination plus nombreuses que prévu

6 Normes opérationnelles et techniques relatives à la santé et à la sécurité au travail ont été définies

Non Aucune enquête ni aucune intervention n'ont été menées et aucune commission d'enquête n'a été mise en place, car aucune demande d'appui à cet effet n'a été reçue

30 Sites Web et plateformes de médias sociaux ont été régulièrement gérés et mis à jour
Ce nombre, plus élevé que prévu, tient à l'intensification des activités de santé et de sécurité au travail en raison de la pandémie de COVID-19, des activités d'appui opérationnel et technique devant être menées fréquemment pour mettre à jour le site Web à mesure de l'évolution de la pandémie

Oui Des services d'appui ont été fournis à distance à plus de 10 missions et sur place à la CESAP en décembre 2019

Réalisation escomptée 1.2 : Services internes rapides, efficaces, efficients et responsables

Indicateurs de succès prévus

1.2.1 Pourcentage annuel moyen de postes autorisés soumis à recrutement international qui ne sont pas pourvus, hors unités hébergées (2017/18 : 19 % ; 2018/19 : 15 % ± 2 % ; 2019/20 : 15 % ± 3 %)

1.2.2 Pourcentage annuel moyen de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international (2017/18 : 29 % ; 2018/19 : 38 % ; 2019/20 : ≥ 40 %)

1.2.3 Nombre moyen de jours nécessaires à la sélection des candidats recrutés sur une liste de réserve pour les postes soumis à recrutement

Indicateurs de succès effectifs

Objectif atteint. En moyenne, 15,5 % des postes autorisés soumis à recrutement international, hors unités hébergées, étaient vacants

Le pourcentage annuel de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international s'est établi à 35 %. Une action est menée, au moyen de campagnes sur les réseaux sociaux et par l'intermédiaire de réseaux et d'associations, pour mieux sensibiliser les femmes à l'existence de ces emplois et attirer des candidates

Aucun candidat n'a été recruté à partir de la liste de réserve ; seuls des recrutements standard ont été effectués

international (2017/18 : 48 jours ouvrables à partir de la date limite de dépôt des candidatures ; 2018/19 : ≤ 48 jours ouvrables à partir de la date limite de dépôt des candidatures 2019/20 : ≤ 101 jours civils à partir de la publication des avis de vacance pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7)

1.2.4 Nombre moyen de jours nécessaires à la sélection des candidats recrutés par voie d'avis de vacance de poste spécifiques, de la date limite de dépôt des candidatures à la sélection des candidats, pour tous les postes soumis à recrutement international (2017/18 : 138 ; 2018/19 : 130 ; 2019/20 : 130)

Le nombre moyen de jours nécessaires à la sélection des candidats recrutés par voie d'avis de vacance de poste spécifiques s'est établi à 169

Le plus grand nombre de jours est imputable aux cas où le candidat sélectionné a décliné l'offre, ce qui a nécessité la sélection du candidat suivant

1.2.5 Score global sur le tableau de bord environnemental du Département de l'appui opérationnel (2017/18 : 80 % ; 2018/19 : 100 % ; 2019/20 : 100 %)

87 %

1.2.6 Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications réglés selon les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave) (2017/18 : 85 % ; 2018/19 : > 85 % ; 2019/20 : > 85 %)

81 % des problèmes ont été réglés selon les délais fixés. L'écart est attribué à un nombre de demandes de service plus élevé que prévu

1.2.7 Respect de la politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain (2017/18 : 100 % ; 2018/19 : 100 % ; 2019/20 : 100 %)

Objectif atteint. La politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain a été respectée à 100 %

1.2.8 Écart par rapport au plan de gestion de la demande : quantités prévues, commandes passées en temps voulu, délais de livraison (2017/18 : sans objet ; 2018/19 : ≤ 20 % ; 2019/20 : ≤ 20 %)

Objectif atteint. Pendant l'exercice, le taux d'exécution du plan de gestion centralisée des demandes et des acquisitions a été de 83 %

1.2.9 Score global concernant l'indice de performance du Département de l'appui opérationnel en matière de gestion du matériel, sur la base de 20 indicateurs clefs de résultats (2017/18 : 1 713 pour les stocks pour déploiement stratégique et 1 464 pour la Base de soutien logistique de Brindisi ; 2018/19 : ≥ 1 800 ; 2019/20 : ≥ 1 800)

L'indice de performance en matière de gestion du matériel s'établit à 1 645 points

En ce qui concerne les deux inventaires gérés – les stocks de la Base de soutien logistique et les stocks pour déploiement stratégique –, les délais de comptabilisation en pertes à la Base de soutien logistique ont eu un effet négatif sur l'indice

1.2.10 Respect par les fournisseurs des normes de l'ONU relatives à la livraison et à la qualité des rations ainsi qu'à la gestion des stocks (2017/18 : sans objet ; 2018/19 : ≥ 95 % ; 2019/20 : ≥ 95 %)

Sans objet pour la Base de soutien logistique car aucune ration n'a été livrée

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) :</i> <i>oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Amélioration des services		
Mise en œuvre du plan d'action pour l'environnement à l'échelle de la Base (2019/20), conformément à la stratégie environnementale pour les missions du Département de l'appui opérationnel	Oui	Le plan d'action pour l'environnement à l'échelle de la Base (2019/20) a été mis en œuvre
Audit, contrôle des risques et conformité		
Application des recommandations acceptées par la direction, formulées par le Bureau des services de contrôle interne et devant être mises en œuvre d'ici à la fin de l'année (31 décembre) ou formulées par le Comité des commissaires aux comptes au cours d'exercices budgétaires antérieurs mais pas encore appliquées	100 %	Des recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne et devant être mises en œuvre d'ici à la fin de l'année (31 décembre 2019) ont été appliquées
	33,3 %	Des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes au cours d'exercices budgétaires antérieurs sont en cours d'application et nécessitent un suivi dans les bureaux hors de la Base de soutien logistique (8 recommandations sur 20 pour 2018 et 1 recommandation sur 7 pour 2019)
Budget, finances et communication de l'information		
Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services budgétaires, financiers et comptables concernant un budget de 80,4 millions de dollars	Oui	Des services budgétaires, financiers et comptables ont été fournis concernant un budget approuvé de 63,4 millions de dollars
Établissement de la version définitive des états financiers annuels de la Base, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public et au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU	Oui	La version définitive des états financiers annuels a été dûment établie, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public et au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU
Personnel civil		
Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines, notamment d'un appui en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, le recrutement, la gestion des postes et la gestion de la performance, à un effectif moyen de 447 membres du personnel civil, et à 4 membres du personnel du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies ; 6 membres de la MANUL ; 10 collaborateurs chargés de la gestion des données personnelles et des données de base dans Umoja ; 2 membres du personnel du Département de la sûreté et de la sécurité ; 10 fonctionnaires administrés par le Siège (Département de l'appui opérationnel (ressources extrabudgétaires), Bureau de l'informatique et des	Oui	Des services de gestion des ressources humaines ont été fournis à un effectif moyen de 405 membres du personnel civil ; à 4 membres du personnel du Syndicat du personnel des missions hors Siège des Nations Unies ; à 10 collaborateurs chargés de la gestion des données personnelles et des données de base dans Umoja ; à 2 membres du personnel du Département de la sûreté et de la sécurité ; à 3 fonctionnaires administrés par le Siège ; à 2 membres du personnel (postes financés par des ressources extrabudgétaires) ;

communications et UNOPS) ; 2 membres du personnel (ressources extrabudgétaires) ; des vacataires et des consultants

Appui au traitement de 74 demandes de voyage dans la zone de la mission et de 129 demandes de voyage en dehors de la zone de la mission à des fins autres que la formation, ainsi que de 93 demandes de voyage à des fins de formation présentées par des membres du personnel civil

à des vacataires et consultants

L'appui à la MANUL a pris fin en mai 2019

Oui Un appui a été fourni pour le traitement de 45 demandes de voyage dans la zone de la mission et de 108 demandes de voyage en dehors de la zone de mission à des fins autres que la formation, ainsi que de 32 demandes de voyage à des fins de formation présentées par des membres du personnel civil

L'écart relatif au nombre de demandes de voyage est attribuable à la pandémie de COVID-19. Les ressources libérées ont été utilisées pour coordonner des formations en ligne

Déontologie et discipline

Mise en œuvre d'un programme de déontologie et de discipline pour tous les membres du personnel, mettant l'accent sur la prévention et comprenant formation, suivi des enquêtes et mesures disciplinaires

Oui Le programme de déontologie et de discipline a été mis en œuvre

330 fonctionnaires et 40 membres du personnel n'ayant pas la qualité de fonctionnaire, y compris des membres des unités hébergées, ont assisté à un exposé portant sur la nouvelle circulaire du Secrétaire général relative à la lutte contre la discrimination, au harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et à l'abus d'autorité (ST/SGB/2019/8) au cours de 24 sessions

Technologies géospatiales, informatique et télécommunications

Fourniture de 1 140 dispositifs informatiques (ordinateurs portables, infrastructures de bureau virtuel et tablettes) et de l'appui connexe à un effectif moyen de 865 utilisateurs finaux civils, personnel contractuel compris, ainsi que dans les salles de formation et de conférence

Oui 1 306 dispositifs informatiques ont été fournis et 1 008 utilisateurs finaux civils ont reçu un appui relatif à ces dispositifs

Le nombre de dispositifs informatiques a été plus élevé que prévu du fait de l'abandon des postes de travail virtualisés au profit de postes de travail non virtualisés à Brindisi et du plus grand nombre de clients pris en charge

Exploitation et maintenance d'un réseau permettant la communication par téléphone, télécopie et visioconférence et l'échange de données, notamment 1 standard téléphonique groupé et 2 liaisons hertziennes, gestion de 2 forfaits de téléphonie mobile, et maintenance de 2 réseaux locaux et fourniture de l'appui connexe dans 2 sites

Oui 1 réseau permettant la communication par téléphone, télécopie et visioconférence et l'échange de données, notamment 1 standard téléphonique groupé, 2 liaisons hertziennes, 3 forfaits de téléphonie mobile et 2 réseaux locaux, a été exploité et maintenu dans 2 sites

Services relatifs aux installations, aux infrastructures et au génie

Services d'entretien et de réparation portant sur 76 bâtiments répartis entre 2 sites

Oui 76 bâtiments répartis entre 2 sites ont bénéficié de services d'entretien

Mise en œuvre des projets de construction, de rénovation et de transformation (9 à Brindisi et 2 à Valence) approuvés pour deux sites

Oui Les projets de construction, de rénovation et de transformation approuvés pour 2 sites ont été mis en œuvre : à Brindisi, 1 projet a été achevé et 8 projets sont à divers stades d'exécution ; à Valence, 1 projet a été mis en œuvre

Exploitation et entretien de 6 groupes électrogènes appartenant à l'ONU, de 3 systèmes d'alimentation ininterrompue fonctionnant au diesel et de 4 centrales solaires, en plus des contrats souscrits auprès de fournisseurs locaux d'électricité, dans 2 sites

Oui 6 groupes électrogènes appartenant à l'ONU, 3 systèmes d'alimentation ininterrompue fonctionnant au diesel et 4 centrales solaires ont été exploités et entretenus

Fourniture de services de gestion des déchets, y compris la collecte et l'élimination des déchets liquides et solides, dans 2 sites

Oui Des services de gestion des déchets, y compris la collecte et l'élimination des déchets liquides et solides, ont été fournis dans 2 sites

Gestion du carburant

Gestion de l'approvisionnement et du stockage de 133 000 litres de carburant (65 000 pour les transports terrestres et 68 000 pour les groupes électrogènes et autres installations) et de lubrifiants dans les points de distribution et les installations de stockage de Brindisi

94 490 Litres de carburant ont été livrés et stockés (60 000 litres pour les transports terrestres et 34 490 litres pour les groupes électrogènes et autres installations)

La consommation de carburant, inférieure aux prévisions, est imputable à la réduction de l'activité en raison de la pandémie de COVID-19

Gestion de la chaîne d'approvisionnement

Dans la limite des pouvoirs délégués, gestion et comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks avec ou sans valeur marchande et des équipements dont la valeur est inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût historique total compris entre 170 millions et 220 millions de dollars, et communication de l'information y relative

Oui Dans la limite des pouvoirs délégués, la gestion et la comptabilisation des immobilisations corporelles et des stocks avec ou sans valeur marchande d'une valeur capitalisée supérieure à 210 millions de dollars ont été effectuées, et l'information y relative a été communiquée

Gestion des véhicules et services de transport terrestre

Exploitation et entretien de 134 véhicules, remorques et accessoires appartenant à l'ONU, de 1 atelier et de 1 centre de réparation, et fourniture de services de transport et de navette dans 2 sites

Oui 134 véhicules, remorques et accessoires appartenant à l'ONU, 1 atelier et 1 centre de réparation ont été exploités et entretenus, et des services de transport et de navette ont été fournis dans 2 sites

Services médicaux

Fourniture au personnel civil et aux visiteurs et stagiaires de l'ONU à Brindisi de 1 500 consultations avec un infirmier ou une infirmière (évaluation et traitement, consultations de médecine des voyages et orientation vers des services de soins spécialisés s'il y a lieu)

1 527 Consultations avec des infirmiers ont eu lieu

Réalisation de 1 évaluation des risques pour la santé de dangers précis liés au travail, tels que le bruit,

Oui 1 évaluation des risques pour la santé de dangers précis liés au travail a été réalisée

les problèmes d'ergonomie ou les agents chimiques et biologiques (enquête, dépistage et plan d'action)

(qualité de l'eau à la Base de soutien logistique de Brindisi)

Réalisation de 1 campagne de promotion de la santé, par exemple sur la santé cardiovasculaire, le diabète, la santé mentale ou la santé des femmes

Oui 1 campagne de promotion de la santé a été menée, dans le cadre de la pandémie de COVID-19

Services de sûreté et de sécurité

Services de sécurité assurés 24 heures sur 24

Oui Des services de sécurité ont été assurés 24 heures sur 24

Gestion de l'environnement

Maintien de la certification ISO 14001:2015 (Système de management environnemental) de la Base

Oui La certification ISO a été maintenue

Fourniture d'orientations concernant les domaines techniques (énergie, eau et eaux usées et déchets solides) de la stratégie environnementale du Département de l'appui opérationnel destinée aux missions, y compris au moyen d'au moins 30 visioconférences organisées avec les personnes compétentes des missions

31 Visioconférences ont été organisées et des orientations concernant les domaines techniques ont été fournies

Réalisation escomptée 1.3 : Fourniture aux missions de maintien de la paix et aux autres missions, par les unités hébergées, d'un appui en matière de maintien de l'ordre, d'état de droit et de formation

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.3.1 Traitement des demandes de déploiement par la Force de police permanente dans les 7 jours ouvrables suivant leur réception (2017/18 : sans objet ; 2018/19 : 100 % ; 2019/20 : 100 %)

Objectif atteint : 100 % des demandes de déploiement par la Force de police permanente ont été traitées dans les 7 jours ouvrables suivant leur réception

1.3.2 Déploiement rapide des fonctionnaires ou équipes de la Force de police permanente dans les 21 jours ouvrables suivant l'approbation (2017/18 : sans objet ; 2018/19 : 90 % ; 2019/20 : 90 %)

Objectif atteint. Le déploiement rapide des fonctionnaires ou équipes de la Force de police permanente a eu lieu dans les 21 jours ouvrables suivant l'approbation dans 92 % des cas

1.3.3 Application satisfaisante des conditions convenues de déploiement par la Force de police permanente (2017/18 : sans objet ; 2018/19 : 90 % ; 2019/20 : 90 %)

Objectif atteint. Les conditions convenues de déploiement par la Force de police permanente ont été respectées dans 100 % des cas

1.3.4 Déploiement des fonctionnaires du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires dans les opérations nouvelles, modifiées ou en transition dans les 30 jours suivant l'adoption d'une résolution par le Conseil de sécurité ou la demande formulée par ce dernier (2017/18 : sans objet ; 2018/19 : 90 % ; 2019/20 : 90 %)

89 % des déploiements ont été effectués dans les 30 jours suivant l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité ou la demande formulée par ce dernier

Un déploiement n'a pas eu lieu en raison d'un retard dans la délivrance du visa

1.3.5 Application satisfaisante des conditions convenues de déploiement du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires (2017/18 : sans objet ; 2018/19 : 90 % ; 2019/20 : 90 %)

Objectif atteint. Les conditions convenues de déploiement du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires ont été respectées dans 90 % des cas

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Force de police permanente		
10 missions d'assistance de 3 mois au maximum auprès de composantes Police d'opérations de soutien à la paix existantes en vue d'aider au renforcement des capacités des services nationaux de maintien de l'ordre	10	Missions d'assistance ont été fournies aux composantes Police de l'UNFICYP (1), de la MINUSCA (4), de la MINUSMA (1), de la MONUSCO (2), de la MINUK (1) et de la MINURSO (1)
Création ou renforcement des composantes Police de 2 nouvelles missions ou réduction des effectifs/liquidation des composantes Police de missions existantes	2	Activités ont été mises en œuvre à la MINUAD – les composantes Police pour la planification de la transition ont été renforcées et la gestion du projet a été assurée
6 missions d'appui aux activités de consolidation de la paix de l'Organisation	4	Missions d'appui ont été effectuées auprès de la MANUSOM, du PNUD au Malawi, du PNUD en Gambie et du PNUD en Zambie Une assistance à distance a été fournie au PNUD en Gambie et au PNUD au Malawi au cours du quatrième trimestre, lorsque les voyages ont été suspendus en raison de la pandémie de COVID-19
4 missions d'évaluation visant à appuyer les opérations de maintien de la paix et les activités de consolidation de la paix de l'Organisation	1	Mission d'évaluation a été fournie à l'UNOWAS En raison des restrictions de déplacement liées à la COVID-19, des missions d'évaluation prévues à la FISNUA, à la MINUAD, à la MONUSCO et à la MINUSCA ont été mises en attente ; les capacités libérées ont été utilisées pour entreprendre des activités réalisables virtuellement
Appui à 2 pays qui fournissent du personnel de police, y compris dans leurs propres centres de formation, afin de préparer leurs policiers à la mise en œuvre du cadre d'orientation stratégique après leur déploiement	3	Pays fournisseurs de personnel de police ont été appuyés : atelier en ligne pour le service de police zambien sur la COVID-19 et le maintien de l'ordre ; atelier en ligne pour les Maldives sur les droits humains et l'application de la loi dans le cadre de la riposte d'urgence à la COVID-19 ; atelier en ligne pour la police nationale angolaise sur la COVID-19 et les droits humains
Organisation de 1 programme de formation à l'intention des missions sur l'état de droit et d'autres questions interdisciplinaires	1	Programme de formation a été organisé à la MINUSMA
Participation à 4 conférences internationales annuelles de forces de police sur le maintien de la paix et les questions de police connexes	4	Conférences internationales annuelles de forces de police
Participation à 20 programmes de formation des membres de la Force de police permanente au maintien de la paix et au perfectionnement de	20	Programmes de formation au maintien de la paix et au perfectionnement de techniques de police utiles

techniques de police utiles en vue de répondre à la demande croissante d'appui technique opérationnel

Participation de 4 membres du personnel à des activités de perfectionnement professionnel et de renforcement des compétences, notamment à une formation préalable au déploiement des civils

Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires

6 déploiements de 3 mois au maximum dans des opérations de paix en vue de renforcer les composantes judiciaires et pénitentiaires

5 missions d'analyse et d'évaluation opérationnelles en appui aux composantes judiciaires et pénitentiaires sur le terrain

Organisation d'activités d'information, dont 4 articles publiés et 3 visites effectuées, auprès d'autres entités à déploiement rapide ou organisations internationales

Élaboration et publication de 8 rapports de fin de mission, de visite ou d'évaluation permettant de fournir des données actualisées sur les résultats obtenus et leurs effets et de mettre en lumière des recommandations stratégiques et mesures de suivi à prendre à l'issue du déploiement dans les missions

5 Nouveaux membres du personnel ont participé à une formation interne

5 Déploiements à la MINUAD, à la MINUSCA, au BINUH, à la MINUSMA et à la MONUSCO ont été menés à bien

De mars à juin 2020, d'autres déploiements n'ont pu avoir lieu en raison des restrictions de déplacement liées à la COVID-19 ; les capacités libérées ont été utilisées pour fournir une assistance à distance

4 Missions d'analyse et d'évaluation opérationnelles ont été effectuées à la MINUAD, à la MANUL, au Burkina Faso et en Gambie

De mars à juin 2020, d'autres missions n'ont pu avoir lieu en raison des restrictions de déplacement liées à la COVID-19 ; les capacités libérées ont été utilisées pour fournir une assistance à distance

17 Activités d'information ont été organisées : 14 publications sur les médias sociaux ; des visites à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et au Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées ; un atelier sur la lutte contre la corruption à Doha

8 Rapports de fin de mission ont été élaborés et distribués pour des visites à la MINUSCA, à la MINUSMA, à la MINUJUSTH, à la MONUSCO, à la MINUAD, au BINUH, au Burkina Faso et en Gambie

^a A/73/774, annexe III.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	19 604,1	20 161,0	(556,9)	(2,8)
Personnel recruté sur le plan national	20 274,7	20 793,2	(518,5)	(2,6)
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	225,8	244,2	(18,4)	(8,1)
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Total partiel	40 104,6	41 198,4	(1 093,8)	(2,7)
Dépenses opérationnelles				
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants et services de consultants	347,2	238,9	108,3	31,2
Voyages officiels	653,3	466,9	186,4	28,5
Installations et infrastructures	5 628,3	6 217,7	(589,4)	(10,5)
Transports terrestres	436,4	418,8	17,6	4,0
Opérations aériennes	–	4,5	(4,5)	–
Opérations maritimes ou fluviales	–	10,6	(10,6)	–
Informatique et communications	15 095,0	13 832,2	1 262,8	8,4
Santé	45,8	55,0	(9,2)	(20,1)
Matériel spécial	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	1 070,8	823,5	247,3	23,1
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	23 276,8	22 068,1	1 208,7	5,2
Montant brut	63 381,4	63 266,5	114,9	0,2
Recettes provenant des contributions du personnel	6 236,8	6 369,6	(132,8)	(2,1)
Montant net	57 144,6	56 896,9	247,7	0,4
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	63 381,4	63 266,5	114,9	0,2

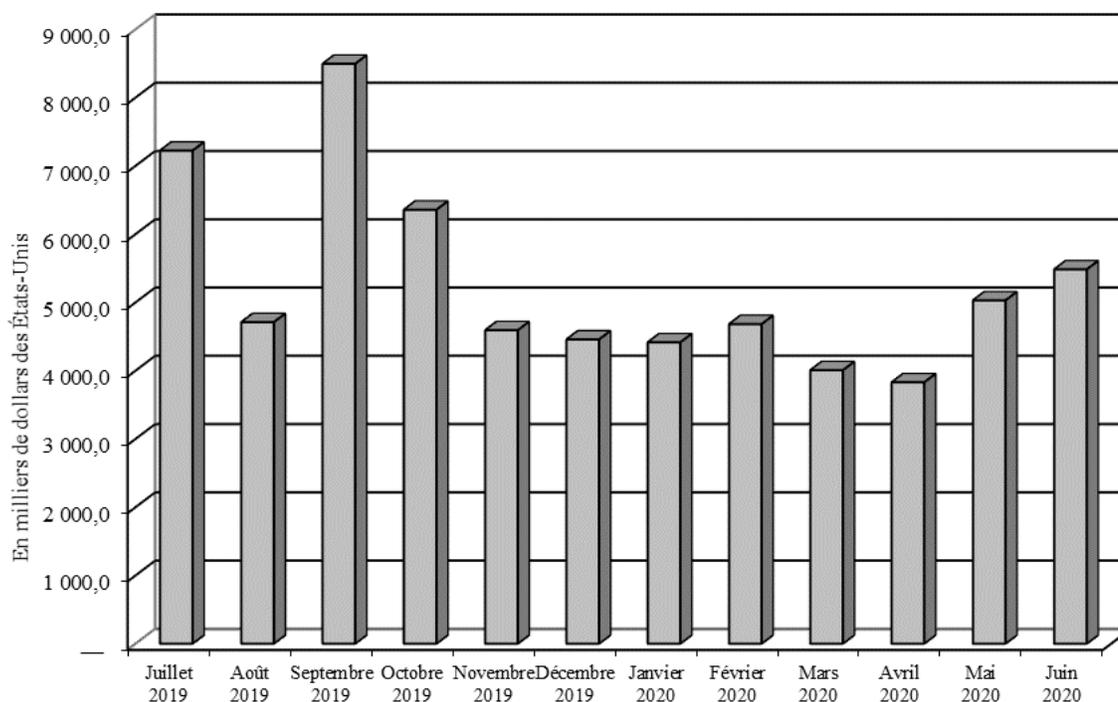
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégories	Crédits ouverts		
	Répartition initiale du montant approuvé	Montants réaffectés	Répartition révisée
I. Militaires et personnel de police	–	–	–
II. Personnel civil	40 104,6	1 093,8	41 198,4
III. Dépenses opérationnelles	23 276,8	(1 093,8)	22 183,0
Total	63 381,4	–	63 381,4
Pourcentage de réaffectations			1,7

65. Pendant l'exercice, des fonds ont été réaffectés de la catégorie III (dépenses opérationnelles) à la catégorie II (personnel civil) pour couvrir le dépassement de crédits, largement imputable à des dépenses communes de personnel effectives plus élevées que prévu pour le personnel recruté sur le plan international et le personnel recruté sur le plan national, associées au fait que l'échelon réel moyen de la classe retenue pour les agents des services généraux a été plus élevé que prévu et que le taux d'occupation des postes a été légèrement supérieur aux prévisions.

C. Évolution des dépenses mensuelles



66. Conformément à la tendance annuelle, le pic constaté en juillet, septembre et octobre est essentiellement imputable aux obligations contractées pour couvrir, principalement, le coût annuel des services collectifs de distribution et des services de maintenance au titre des installations et infrastructures, ainsi que pour couvrir le coût des services d'appui et de la maintenance du matériel informatique et du matériel

de communications. En raison de l'incidence de la COVID-19, les achats prévus en mars et avril 2020 ont été repoussés à mai et juin 2020, faisant apparaître un creux en mars et avril 2020 et un pic en mai et juin 2020. En outre, le déficit de financement prévu pour le personnel civil a nécessité d'adopter une approche prudente de la gestion du budget selon laquelle les fonds destinés à des acquisitions, projets de construction et transformations prévus n'ont été débloqués qu'en juin 2020.

D. Autres produits et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Produit des placements	497,0
Produits divers ou accessoires	135,0
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur périodes antérieures	–
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	367,5
Total	999,5

E. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Mémorandum d'accord ^a	5 357,8
Contributions volontaires en nature	–
Total	5 357,8

^a Correspond à la valeur des bâtiments à usage de bureaux, ateliers, entrepôts et terrains non bâtis mis à disposition par le Gouvernement italien (3 039 322 dollars) et des bâtiments à usage de bureaux, bâtiments fonctionnels et terrains non bâtis mis à disposition par le Gouvernement espagnol (2 318 503 dollars).

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(556,9)	(2,8 %)

67. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le fait que les dépenses communes de personnel ont été plus élevées que prévu au titre du personnel recruté sur le plan international (58,2 % contre 50,8 % prévus au budget), notamment pour les indemnités pour frais d'études et les primes de rapatriement. Il a été partiellement compensé par la sous-utilisation des crédits prévus au titre des traitements due à un coefficient d'ajustement moyen effectif inférieur (24,6 %) à celui budgétisé (27,2 %).

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(518,5)	(2,6 %)

68. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le fait que : a) les dépenses communes de personnel ont été plus élevées que prévu au titre du personnel recruté sur le plan national, notamment pour l'assurance médicale ; b) l'échelon réel de la classe retenue pour les agents des services généraux recrutés sur le plan national (G-5, échelon 9) a été plus élevé que celui (G-5, échelon 7) ayant servi au calcul des coûts dans le budget 2019/20 ; c) le taux de vacance moyen a été inférieur à celui approuvé dans le budget 2019/20, soit 5,6 % au lieu de 6 %. Il a été en partie compensé par la sous-utilisation des crédits prévus au titre des heures supplémentaires.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(18,4)	(8,1 %)

69. Le dépassement de crédits s'explique principalement par la participation de la Base de soutien logistique aux dépenses prévues à cette rubrique pour financer les activités d'appui à Umoja-Extension 2 et les fonctions centralisées au Siège après la mise en service d'Umoja ; il est en partie compensé par un taux de vacance plus élevé que prévu.

	<i>Écart</i>	
Consultants et services de consultants	108,3	31,2 %

70. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement au fait qu'il n'a pas été fait appel à des services de consultants pour que le Groupe de l'appui à l'approvisionnement obtienne les certifications ISO 14001, assure le contrôle de la conformité environnementale et mène des recherches relatives à la protection des conteneurs sur le terrain. Ces services ont été fournis à une échelle moindre par des vacataires. La sous-utilisation des crédits tient également à l'annulation des activités de formation prévues en raison des restrictions de déplacement liées à la pandémie de COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Voyages officiels	186,4	28,5 %

71. L'existence d'un solde inutilisé s'explique principalement par les restrictions de déplacement liées à la pandémie de COVID-19, qui ont entravé l'exécution des activités de la Cellule chargée de la sécurité et de la santé au travail, du Centre de conférence et de perfectionnement, de la Force de police permanente, du Groupe des organes centraux de contrôle pour le personnel des missions, du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires et du Bureau régional de la sécurité aérienne.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	(589,4)	(10,5 %)

72. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) la modification des lieux de travail de la Base de soutien logistique devant permettre de travailler à l'extérieur par tous les temps, de créer une distanciation physique et d'améliorer les normes de sécurité sur le lieu de travail ; b) l'acquisition d'un système électrique hybride photovoltaïque-diesel et de panneaux solaires, ainsi que l'achat des pièces de

rechange et des fournitures correspondantes ; c) la modification du système électrique essentiel, y compris la fourniture de batteries et l'installation et la mise en service de 2 systèmes d'alimentation électrique non interruptible. Le dépassement de crédits a été partiellement compensé par le fait que la consommation d'électricité et le coût des services d'élimination des déchets ont été moins élevés que prévu en raison de la réduction des effectifs de la Base de soutien logistique à la suite de la survenue de la pandémie de COVID-19.

	<i>Écart</i>	
Opérations aériennes	(4,5)	–

73. L'écart est imputable à l'acquisition de matériel et d'accessoires pour un drone aérien qui sera utilisé pour la réalisation de cartes géographiques.

	<i>Écart</i>	
Opérations maritimes ou fluviales	(10,6)	–

74. L'écart est imputable au coût d'un conteneur transportant un système électrique hybride photovoltaïque-diesel.

	<i>Écart</i>	
Informatique et communications	1 262,8	8,4 %

75. L'existence d'un solde inutilisé tient essentiellement au fait que : a) le fournisseur de services de stockage de données très performant ne facture pas la maintenance régulière, la fin du contrat de location a été atteinte et un nouvel accord est en passe d'être conclu ; b) le matériel satellitaire prévu n'a pas été acquis en raison de retards pris dans les procédures d'achat dus à la COVID-19 ; c) des économies concernant la carte SIM pour téléphone satellitaire et les services téléphoniques locaux et longue distance ont été faites, la Base de soutien logistique utilisant le logiciel Microsoft Teams ; d) certaines dépenses afférentes aux pièces de rechange pour le matériel informatique et le matériel de communications ont été comptabilisées au titre des pièces de rechange et fournitures pour les installations et infrastructures en raison de leur nature. La sous-utilisation des crédits est contrebalancée par le fait que les dépenses de maintenance ont dépassé les prévisions en raison : a) d'une mise à niveau des licences afin de répondre à la demande accrue de services de visioconférence pendant la pandémie de COVID-19 ; b) de l'achat de services informatiques supplémentaires tels que des services de réseau étendu, un appui à l'intégration de Microsoft Teams au système de standard téléphonique et du matériel de sécurité (pare-feu) ; c) de la nécessité de moderniser le matériel satellitaire existant ; d) de l'achat de logiciels supplémentaires afin d'améliorer la sécurité des infrastructures de communication, ainsi que du recours aux outils de diffusion Citrix.

	<i>Écart</i>	
Santé	(9,2)	(20,1 %)

76. Le dépassement de crédits s'explique principalement par l'acquisition d'articles médicaux consommables supplémentaires en raison de la pandémie de COVID-19, et il est partiellement compensé par une sous-utilisation des crédits au titre de l'achat de matériel et des services médicaux.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	247,3	23,1 %

77. Le solde inutilisé s'explique essentiellement par : a) les acquisitions de matériel et d'équipement ont été moins élevées que prévu en raison de la pandémie de COVID-19, ce qui a fait que les dépenses de fret ont été inférieures aux prévisions ; b) l'annulation des activités de formation en présentiel prévues de mars à juin 2020, en raison de la pandémie ; c) un moindre recours aux services de traduction et de publicité tenant à des activités d'achat moins élevées que prévu, associé aux frais administratifs moins élevés que prévu qui ont été facturés par la force aérienne italienne pour compenser les dépenses excédentaires liées à la présence de la Mission. La sous-utilisation des crédits est partiellement contrebalancée par le recrutement de deux vacataires œuvrant dans les domaines de la santé et de la sécurité au travail et de l'appui technique à la gestion de l'environnement.

V. Exécution du budget : stocks pour déploiement stratégique

78. La valeur liquidative des stocks pour déploiement stratégique est passée de 45,3 millions de dollars au 30 juin 2019 à 37,1 millions de dollars au 30 juin 2020, soit une diminution de 18,2 %. L'écart global s'explique principalement par une diminution de 5 millions de dollars de la valeur des bâtiments préfabriqués et des modules à parois souples (de 10,7 millions de dollars au 30 juin 2019 à 5,6 millions de dollars au 30 juin 2020) et une diminution de 2,0 millions de dollars de la valeur du matériel et outillage (de 6,6 millions de dollars au 30 juin 2019 à 4,6 millions de dollars au 30 juin 2020). Dans chaque cas, la reconstitution de ces fournitures, demandées par les missions respectives et expédiées, n'était pas terminée au 30 juin 2020. En outre, la décision de reporter la soumission du rapport sur la gestion des stocks pour déploiement stratégique et la révision du concept des opérations ont précipité la décision de l'Administration d'arrêter temporairement la reconstitution des stocks à hauteur de leur niveau initial jusqu'à ce que les objectifs relatifs aux stocks aient été présentés et approuvés par l'Assemblée générale.

79. Bien que le nombre de missions de maintien de la paix ait diminué ces dernières années, le déploiement d'articles pour la riposte face à la COVID-19, les besoins relatifs à la montée en puissance de missions et l'appui aux missions concernant le renouvellement des stocks a produit une augmentation de 68 % (en valeur) par rapport aux déploiements de l'exercice précédent. La Base de soutien logistique a continué de procéder à la rotation des stocks pour déploiement stratégique au titre du cadre de centralisation, en tirant parti des améliorations apportées aux plans de gestion de la chaîne d'approvisionnement mondiale afin de répondre à la demande au moyen des stocks existants avant de recourir à des fournisseurs externes.

Valeurs liquidatives des stocks pour déploiement stratégique

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur liquidative</i>		<i>Écart</i>	
	<i>au 30 juin 2019</i>	<i>au 30 juin 2020</i>	<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3) = (2) - (1)</i>	<i>(4) = (3)/(1)</i>
Bâtiments préfabriqués et modules à parois souples	10 673,3	5 653,3	(5 020,0)	(47,0)
Matériel informatique et matériel de communications	3 515,3	2 651,2	(864,1)	(24,6)

Catégorie	Valeur	Valeur	Écart	
	liquidative au 30 juin 2019	liquidative au 30 juin 2020	Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)
Mobilier et agencements	0,9	2,1	1,2	133,3
Matériel et outillage	6 587,3	4 585,1	(2 002,2)	(30,4)
Véhicules	24 561,4	24 203,0	(358,4)	(1,5)
Total	45 338,2	37 094,7	(8 243,5)	(18,2)

Ressources financières

80. Le montant total des fonds affectés aux stocks pour déploiement stratégique pour l'exercice 2019/20 était de 90,3 millions de dollars, dont 51,5 millions de dollars correspondant au solde des fonds de l'exercice précédent, 36,5 millions de dollars correspondant au montant nécessaire à la reconstitution des stocks pour déploiement stratégique livrés à des opérations de maintien de la paix, à des missions politiques spéciales et à d'autres entités des Nations Unies, et 2,3 millions de dollars correspondant à d'autres produits et ajustements.

81. Les montants nécessaires à la reconstitution des stocks pour déploiement stratégique livrés aux missions et bureaux et les mouvements de fonds relatifs à ces stocks sont présentés dans les tableaux 5 et 6.

Tableau 5

Montants nécessaires à la reconstitution des stocks pour déploiement stratégique livrés aux missions

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020.)

Destination	Montant
Opérations de maintien de la paix	
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine	8 718,0
Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei	6 587,1
Mission des Nations Unies au Soudan du Sud	4 782,0
Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie	3 605,3
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali	2 676,7
Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo	2 093,8
Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement	532,0
Centre de services mondial	517,6
Force intérimaire des Nations Unies au Liban	505,9
Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour	260,8
Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental	196,9
Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo	176,5
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	77,9
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	48,0
Total partiel	30 778,5

<i>Destination</i>	<i>Montant</i>
Missions politiques spéciales, missions de consolidation de la paix et autres bénéficiaires	
Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda-Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	3 555,0
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	1 097,1
Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux	174,9
Bureau intégré des Nations Unies en Haïti	139,6
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	137,6
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	133,7
Division de la gestion des soins et de la sécurité et de la santé au travail	86,5
Office des Nations Unies à Nairobi	80,6
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	77,2
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	68,3
Commission économique pour l'Afrique	64,7
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	44,9
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	40,8
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	26,9
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	13,4
Département de la sûreté et de la sécurité	2,1
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	1,7
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve	1,7
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	0,6
Bureau de la coordination des activités de développement	0,5
Total partiel	5 747,8
Montant total nécessaire à la reconstitution des stocks livrés aux missions au cours de l'exercice	36 526,3

Tableau 6
Mouvements de fonds relatifs aux stocks pour déploiement stratégique et catégories de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020.)

<i>Mouvement</i>	<i>Montant</i>
Solde reporté de l'exercice 2018/19	51 505,7
Ajouter :	
Valeur des stocks livrés aux missions et fonds reconstitués en 2019/20	36 526,3
Produits divers 2019/20	2 314,3
Déduire :	
Dépenses en 2019/20	(27 489,3)
Valeur totale	62 857,0
Catégorie de dépenses	
Installations et infrastructures	12 613,7
Opérations aériennes	405,8

<i>Mouvement</i>	<i>Montant</i>
Communications	226,3
Informatique	758,8
Fournitures, services et matériel divers	584,7
Transports terrestres	2 903,5
Santé	8 594,7
Opérations maritimes ou fluviales	1 401,8
Dépenses en 2019/20	27 489,3

VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

82. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) se présentent comme suit :

a) se prononcer sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, soit 114 900 dollars ;

b) se prononcer sur l'affectation des autres produits et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2020, soit 999 500 dollars [produits des placements (497 000 dollars), produits divers ou accessoires (135 000 dollars) et annulation d'engagements d'exercices antérieurs (367 500 dollars)].

VII. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 74/282 ainsi qu'aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale

A. Assemblée générale

(Résolution 74/282)

Décision ou demande

Mesures prises

Se félicite de la complémentarité de la Base de soutien logistique des Nations Unies et du Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) et encourage le Secrétaire général à s'employer à renforcer les synergies entre ces deux entités d'appui dans le cadre de leurs mandats respectifs (par. 8)

Le Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement du Département de l'appui opérationnel a mené une étude sur les rôles et les responsabilités du Centre stratégique des opérations aériennes, du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements et de la Section de l'appui centralisé aux achats afin d'élaborer une approche plus rationnelle, plus souple et plus efficace de la gestion de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Dans les conclusions relatives à l'étude, il a été suggéré d'intégrer le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements à la Section du contrôle des mouvements de la Division de la logistique du

Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et de revitaliser le rôle joué par le Centre, en s'appuyant, entre autres, sur l'expérience de ces entités en matière de coordination régionale dans les domaines du fret maritime et terrestre, de mouvement du matériel appartenant aux contingents et de matériel appartenant à l'ONU et de coordination de la réception des biens livrés à Brindisi. Dans la phase pilote, le Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements a été intégré à la structure de la Section du contrôle des mouvements jusqu'à la fin 2020, les résultats de l'étude étant en cours d'évaluation aux fins de l'adoption d'une solution permanente.

B. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

(A/74/737/Add.6)

Le Comité consultatif recommande que, dans un souci de clarté et de transparence, l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire figurer dans ses prochains rapports sur la Base de soutien logistique, un résumé des ressources nécessaires et des dépenses de chacune des unités hébergées à la Base (par. 28)

En conséquence, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire figurer, dans les prochains projets de budget, des informations ventilées dans tous les tableaux sur les ressources nécessaires de la Base de soutien logistique à Brindisi et à Valence (par. 29)

Un résumé des ressources nécessaires et des dépenses de chacune des unités hébergées à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) figure dans le présent rapport.

Le Secrétaire général continuera de faire figurer, dans ses prochains rapports, des informations ventilées relatives aux ressources et aux dépenses nécessaires pour les centres de Brindisi et de Valence de la Base de soutien logistique.